

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Guinée	
TITRE DU PROJET : Foniké*, entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée (*Les jeunes) NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) : UNPBF GYPI 2019	
Modalité de financement du PBF: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires): <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : Search for Common Ground, ONG internationale Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) : <u>Partenaires de mise en oeuvre - ONG:</u> <ul style="list-style-type: none"> • Osez innover • Association des Blogueurs de Guinée • Parlement des jeunes de l'union du fleuve Mano • Club des jeunes filles leaders de Guinée <u>Autres partenaires - Gouvernement:</u> <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes • Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN) 	
Date approximative de démarrage du projet ¹ : 5 décembre Durée du projet en mois : ² 18 mois Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Conakry (Ratoma et Matoto), Boké, Kindia, Pita, Labé, Siguiri, N'Zérékoré, Kouroussa.	

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

JP

Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF:

- Initiative de promotion de l'égalité des sexes
 Initiative de promotion des jeunes
 Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :

Search For Common Ground: \$ 1,500,000

Total PBF : \$ 1,500,000

**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSG, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

PBF 1 ^{ère} tranche (35%):	PBF 2 ^{ème} tranche* (35 %):	PBF 3 ^{ème} tranche* (30%):
Search For Common Ground: \$ 525,000.02	Search For Common Ground: \$ 525,000.02	Search For Common Ground: \$ 450,000.01

Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :

Cette initiative pilote de 18 mois repose sur un nouveau concept innovant développé par Search appelé "Youth 360", et vise à renforcer le leadership et l'impact des jeunes dans la prévention des conflits en Guinée en contribuant à un environnement plus favorable à ces acteurs en tant qu' « entrepreneurs sociaux pour la paix ». Le contexte électoral en Guinée (élections 2018, 2019 et 2020) suscite de nombreuses tensions et est à l'origine de manifestations violentes incluant les jeunes. Aussi, plus largement, le contexte socio-économique et politique actuel est particulièrement propice à une dégradation de la situation sécuritaire au vu des crises violentes enregistrées ces derniers temps, et du manque de mécanismes efficaces favorisant la prévention et la transformation pacifique des crises. Dans ce contexte, l'approche Youth 360 vise à capitaliser sur les ressources locales existantes (potentiel humain, réseaux d'ONG locales, groupes informels, volonté des jeunes à participer et être reconnus comme des partenaires pour la paix). Ce faisant, elle cherche à soutenir le leadership des jeunes dans la consolidation de la paix, en combinant l'accès des groupes de jeunes - formels ou informels, marginalisés - à des ressources financières (problématique majeure pour ces acteurs), techniques et humaines (coaching) afin qu'ils développent leurs propres projets de consolidation de la paix. En s'appuyant sur les partenaires locaux, l'approche soutient également l'appropriation locale et la durabilité de l'initiative. En outre, les projets des jeunes seront pensés comme de véritables enjeux de transformation des conflits, et non comme de simples activités d'occupation ou d'autonomisation économique. Ces projets pourront être par exemple des campagnes de théâtre participatif communautaire visant à adresser les violences basées sur le genre, des événements de dialogue entre les jeunes et les autorités locales ou encore des campagnes de communication pour sensibiliser les communautés à la prévention des conflits. Il s'agit de donner les outils nécessaires aux jeunes leaders afin qu'ils deviennent des **entrepreneurs sociaux autonomes pour la paix**. Ce faisant, l'initiative proposée souhaite également catalyser la transformation positive des perceptions des jeunes par les communautés, les autorités et les institutions gouvernementales, les acteurs privés, et les jeunes eux-mêmes, entre autres, en s'écartant de la vision traditionnelle des jeunes "acteurs" ou "victimes" des conflits, des jeunes "bénéficiaires" des projets, pour mettre l'accent sur les jeunes "leaders, moteurs et partenaires pour la paix" en Guinée. L'initiative met également en avant l'usage des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) afin de capitaliser sur ce secteur en plein essor dans le

pays et particulièrement apprécié par les cibles. C'est la combinaison de ces facteurs qui fait de cette initiative et de Youth 360 une approche innovante et adaptée à l'urgence de renforcer la prévention des conflits violents en Guinée en mettant les jeunes au devant du projet et au besoin de construire sur l'existant pour renforcer l'impact, l'appropriation et la durabilité. En prenant en compte le contexte de tensions dans lequel il sera exécuté, l'initiative est également pensée pour faire face aux risques (violences, mobilisation, inclusivité des jeunes marginalisés, ne pas nuire...) en s'appuyant sur un réseau de partenaires - groupes de jeunes, communautés et institutionnels - qui ont été consultés pour prendre ces problématiques en compte et développer un projet adapté.

Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.

Des consultations sous forme d'ateliers de travail avec les OSC partenaires et les Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale ont été conduites durant le développement de l'initiative afin d'intégrer les idées et commentaires de chacun et renforcer l'approche du projet. Grâce à notre réseau et celui de nos OSC partenaires, nous avons également conduit des consultations auprès des jeunes via des formulaires partagés sur les réseaux sociaux (Facebook), et dans les préfectures cibles où nous disposons déjà d'agents terrain. Grâce aux contacts établis avec le Ministère de la Jeunesse et le réseau des OSC, nous avons également pu nous informer sur les projets du PBF afin de comprendre aux mieux les résultats atteints et la façon d'utiliser ceux-ci (jeunes formés, plateformes de dialogue existantes, etc...) dans l'initiative proposée. Le Secrétariat du PBF en Guinée a également été régulièrement consulté durant des réunions de travail afin de maximiser la synergie avec les projets du PBF existants ou déjà clôturés, réviser les activités, le M&E, logframe et le budget.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : 2
Spécifiez le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes :

\$ 910,499.20 (60.70%)

Degré de risque du projet⁴ : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : 2.3

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue : N/A

³ Score 3 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité ; (1.2) État de droit ; (1.3) DDR ; (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consultation de la paix et Secrétariat PBF

JOS

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue :
ODD6: paix, justice et institutions efficaces, ODD5: égalité entre les sexes

Le cas échéant, **Objectif National Stratégique** auquel le projet contribue :

Objectifs de la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et Renforcement de la Citoyenneté:

- Promouvoir une gouvernance ouverte participative et assurer le dialogue politique permanent
- Renforcer la paix et une citoyenneté respectueuse des diversités dans un contexte d'intégration régionale

Type de demande :

Nouveau projet

Révision de projet

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision:

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODÈ REVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE BÉNÉFICIAIRE*</p> <p>Nom de l'agence : R. GARCIA LEVY Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'agence : Marché Fin Communautaire</p> <p>Date et lieu : 20/09/2019</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : M. MAMADOU MOUSSA DIALLA</p> <p>Signature : </p> <p>Fonction : Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes</p> <p>Date et lieu : 19/09/19</p> <div style="text-align: center;">  </div>
<p>Coordonnateur résident</p> <p>Nom : </p> <p>Signature : </p> <p>Date et lieu : 20/09/19</p> <div style="text-align: center;">  </div>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PASC)</p> <p>Nom de l'agence : Oscar Fernandez-Taranco</p> <p>Signature : </p> <p>Date et lieu : 19 November 2019</p>

* Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

JF

1. **Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)**

- a) Décrire brièvement l'**analyse de conflit** et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits? Fournir une analyse des acteurs clés et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.

Le système de conflits en Guinée et dans les localités ciblées

Malgré les efforts des institutions gouvernementales, des initiatives locales et internationales en Guinée pour prévenir les conflits, ceux-ci restent très présents à travers le pays. Ils s'exacerbent particulièrement en période électorale, période de cristallisation des tensions socio-économiques et politiques.

On retrouve ainsi dans le pays plusieurs types de conflits, dont les causes, si elles sont souvent dues à des problématiques de gouvernance, sont renforcées par l'incapacité des acteurs (communautés, acteurs privés, représentants du gouvernement, élus locaux, etc...) à transformer pacifiquement les différends. D'autre part, la faiblesse des structures de médiation en place joue aussi un rôle dans les dynamiques de conflit en Guinée, favorisant le recours à la violence et les représailles au risque de reproduire des cycles de violence. Le sentiment de marginalisation de certains acteurs tels que les jeunes et les femmes, ou encore plus largement de la population dans les processus de gouvernance, participe également au renforcement des tensions, qui se traduit régulièrement par des crises violentes.

Ainsi, les conflits agitant la Guinée se développent généralement à partir de problématiques structurelles politiques (manifestation en périodes électorales, sentiment d'absence de représentation...); socio-économiques (grève des enseignants 2017-2019, accès aux services de base...); ou encore liés à la gouvernance des ressources naturelles (conflits fonciers, sentiment de marginalisation des populations au profit des acteurs privés du secteur minier tels qu'à Boké ou Siguiré).

Par ailleurs, l'instrumentalisation des griefs des populations par les leaders politiques par exemple, tendent également à favoriser le repli communautaire selon des lignes ethniques, religieuses, ou encore inter-générationnelles, renforçant ainsi les risques de conflits inter-groupes.

Un contexte électoral particulier

La période électorale actuelle (élections législative prévues en 2019 et présidentielle en 2020) est déjà marquée par la polarisation sociale et politique, qui s'ajoute au climat général de tensions socio-économiques et politiques. Si les violences ont rythmé les élections des années passées en 2010, 2013, 2015 et 2018, les élections à venir se couplent à une possible modification de la Constitution. Les rumeurs à ce sujet ont engendré de nombreuses manifestations violentes à travers le pays depuis le début de 2019, et ce contexte de tensions réaffirme le besoin de soutenir les efforts de prévention des conflits et de cohésion sociale.

Les communes conflictogènes

8 des 20 communes les plus conflictogènes identifiées par le "Projet d'appui à la participation des jeunes à la gouvernance locale dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée" financé par le PBF ont été choisies pour cette initiative. En effet, selon l'étude de base de ce

projet⁷, dans ces 20 communes, 65% des jeunes ont expliqué que leurs communes ont été confrontées aux conflits au cours des 12 derniers mois contre 32,2% pour les répondants des communes témoins. 89,3% de ces conflits ont été rapportés être causés spécifiquement par les jeunes contre 81,2% pour les communes témoins. L'implication des jeunes hommes et femmes dans le processus de planification locale est particulièrement faible dans ces communes: seulement 22,9% des sondés déclarent avoir participé au processus de planification locale au moins une fois sur les douze (12) derniers mois (contre 26,2% pour les communes témoins). L'absence des conseils communaux pour les jeunes est significative dans ces communes: 51,5% des jeunes sondés affirment qu'il n'existe pas de conseils communaux de jeunes dans leurs communes et 54,7% d'entre eux affirment ne pas en avoir entendu parler. Ainsi, les initiatives d'entrepreneuriat social pour la paix apparaissent comme une opportunité adaptée aux réalités de ces communes afin de permettre une meilleure inclusion des jeunes dans la sphère publique et dans la prévention et la gestion des conflits. Ceci peut être fait en particulier à travers le développement des capacités des jeunes et de l'accès aux opportunités pour eux de s'investir dans la prévention des conflits. Cela est d'ailleurs confirmé par les résultats de la même étude de base qui a étudié les perceptions des jeunes: les jeunes ayant répondu qu'ils ont entendu parlé des Plans de Développement Locaux (PDL)/ Plans Annuels d'Investissement (PAI) considèrent en plus grande proportions que les problématiques de formation (87,6) et d'emplois (75,9%) sont les plus importantes à prendre en compte dans les PDL/ PAI que dans les communes témoins.

L'implication des jeunes dans les conflits et les efforts de consolidation de la paix en Guinée

Les jeunes de 15-34 ans⁸ représentent 32,5% de la population guinéenne⁹ et jouissent d'une balance équitable des genres, avec un ratio genre de 1,01 homme/femme¹⁰. Ce capital humain représente un potentiel moteur de développement et de promotion de la paix. Les déclarations des plateformes de jeunes comme le Balai Citoyen, ou encore les affiches de groupes de jeunes postées à Conakry en faveur ou non d'une modification de la constitution en amont des élections de 2019, sont autant de signes de l'implication et du rôle que souhaitent jouer ces acteurs dans ce contexte. Ceci, en plus du risque que les manifestations s'intensifient au cours des mois à venir, démontre ainsi que la promotion de l'inclusion de ces acteurs dans le débat public en tant que moteurs de la consolidation de la paix est une opportunité cruciale de transformation des conflits, dans un contexte où les jeunes sont régulièrement instrumentalisés par les acteurs politiques. Ce besoin est d'ailleurs reconnu par le PBF, qui prévoit dans sa programmation régulière de 2019 d'exécuter à travers Search et le PNUD un projet axé sur la participation des jeunes dans la prévention des conflits en période électorale en région forestière. Par ailleurs, la volonté d'inclusion des jeunes en période de tensions électorales a également été soulignée lors des consultations menées par Search et ses 4 partenaires avec 260 jeunes, dont 97 jeunes femmes durant le développement du proposal.

Au-delà du contexte électoral, la participation des jeunes dans les différentes crises qui affectent la Guinée montre que cette frange de la population est un acteur à part entière des

⁷ Projet d'appui à la participation des jeunes à la gouvernance locale dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée, Etude de base, 2019

⁸ Les données démographiques sur les jeunes disponibles pour la Guinée se basent sur la définition des jeunes des Nations Unies (15-24 ans) et non sur la définition de la Charte Africaine de la Jeunesse (15-35 ans), sur laquelle se base l'initiative.

⁹ Selon l'Institut National de la Statistique de Guinée, la population de moins de 35 ans représente 77,2%, les moins de 15 ans sont 44,7% et les 15-34 ans sont 32,5% (INS 2014)

¹⁰ CIA, Africa: Guinea — The World Factbook.

conflits en Guinée, en tant qu'acteur de la paix, de la violence ou encore en tant que victime de celle-ci.

Traditionnellement, les jeunes les plus marginalisés tels que ceux venant des milieux ruraux, les jeunes déscolarisés ou non scolarisés, ou encore ceux aux profils socio-économiques les moins élevés, sont considérés comme les plus vulnérables à la violence et à l'instrumentalisation. Pourtant, la participation des jeunes élèves et étudiants en milieu urbain durant la mobilisation des enseignants de 2017 prouve que ceux-ci sont également des acteurs à considérer dans l'analyse des conflits.

Dans la même veine, si les femmes sont traditionnellement perçues comme victimes de violence, il est à noter qu'elles peuvent être également des acteurs de violence ou exercer une influence majeure en faveur ou non à la transformation pacifique des conflits, comme cela a été le cas durant les manifestations violentes des élèves à Conakry en 2018. Ces dynamiques sont élaborées plus en détail dans l'analyse des conflits suivante.

Quelles relations avec les autres acteurs ?

Un certain nombre de facteurs expliquent pourquoi les jeunes hommes et femmes s'estiment souvent marginalisés des centres de pouvoirs et peu associés aux efforts de consolidation de la paix en tant que partenaires à part entière.

Les jeunes, souvent considérés à tort comme un groupe homogène - c'est-à-dire sans distinction basée sur leur âge, leur accès aux opportunités de développement (éducation, emploi, et autres services de base), leur genre, ou encore leurs réseaux (groupes formels et informels). Ils sont généralement perçus par les communautés et les élites dirigeantes comme les victimes ou les acteurs de violence, en témoigne les rapports médiatiques¹¹. A cela s'ajoute leur manque de crédibilité, de fiabilité aux yeux de ces acteurs, qui tendent également à les considérer comme peu expérimentés pour mener activement les efforts de consolidation de la paix. En effet, les structures institutionnelles gouvernementales, les structures communautaires ou traditionnelles tendent à privilégier un leadership basé sur l'expérience « des aînés » masculins, bénéficiant d'une meilleure légitimité au sein de la société. Ce déficit de confiance des populations et des élites est également renforcé par la perception que cette catégorie de la population représente un enjeu d'instrumentalisation en temps de crise, notamment par les partis politiques.

Ces perceptions sont accrues par la couverture médiatique des incidents impliquant les jeunes et la diffusion incontrôlée de messages attisant les rumeurs, la méfiance et la haine dans la presse et sur les réseaux sociaux, dont l'influence est grandissante en Guinée¹².

Ces dynamiques se traduisent par un sentiment d'exclusion des jeunes des processus politiques et décisionnels, qu'il s'agisse des mécanismes et des programmes de gouvernance locale comme les Plans Locaux de Développement, ou encore des stratégies nationales liées par exemple à l'enseignement (crise de 2017-18). Le manque de dialogue continu et de qualité entre l'Etat et ses représentants nationaux, régionaux ou locaux, les communautés, et les jeunes, ne permet pas la prise en compte des dynamiques affectant spécifiquement ces derniers - y compris les plus vulnérables et les plus marginalisés tels que les femmes, les handicapés, les chômeurs ou les jeunes déscolarisés. Ce manque de collaboration entre ces différents acteurs représente un frein dans l'appropriation de ces politiques par les jeunes. En ignorant les problématiques affectant les jeunes et en les marginalisant des processus décisionnels, les

¹¹ Libération, 20/02/17 Guinée : au moins 5 morts lors de manifestations pour la réouverture des classes. Jeune Afrique, 13/03/18, Guinée : deux jeunes tués par balles lors d'une manifestation de l'opposition.

¹² Taux de pénétration de l'Internet mobile en plein essor (27% en 2017, avec un réseau 4G nouvellement établi en avril 2019), et augmentation des investissements dans le secteur des TIC (11%).

politiques publiques et les politiques de prévention des conflits ne peuvent pas non plus adresser de façon efficace les risques des conflits.

Outre les acteurs politiques, institutionnels nationaux et locaux, les communautés et leurs leaders, les forces de sécurité sont également des acteurs majeurs dans l'analyse des conflits sensibles aux jeunes. Comme l'illustrent les rapports des médias, l'usage excessif de la violence par les forces de sécurité envers les jeunes lors des manifestations¹¹ contribue également à l'effritement du dialogue et de la confiance entre eux, alimentant le cycle de conflits.

Quels défis face aux jeunes ?

Lors de nos consultations avec 260 jeunes des 8 localités cibles, 14% nous ont indiqué qu'ils pensaient que les jeunes n'étaient pas inclus dans les initiatives de paix, et seuls 27% nous ont indiqué qu'ils avaient personnellement fait partie d'initiatives pour la paix menées par le gouvernement, les bailleurs ou tout autre acteur "non jeune". S'il existe un certain nombre de documents de planification stratégique visant l'inclusion des jeunes dans les initiatives de paix, une étude de base de l'UNFPA montre que le niveau de connaissance des ceux-ci par les jeunes est très bas: par exemple, seulement 25,4% des enquêtés ont affirmé avoir entendu parler de la politique nationale de la jeunesse. Et parmi ceux qui en ont effectivement entendu parler, seulement 34,6% d'entre eux pensent que cette politique prend en compte leurs préoccupations. Les jeunes sont ainsi très rares à utiliser ces documents de planification stratégique lors de l'élaboration d'un de leurs projets (6% selon la même étude).

Par ailleurs, lorsqu'ils sont inclus dans des initiatives soutenant la paix, c'est généralement en tant que « bénéficiaires » et non comme « leaders » de projet. De plus, lorsqu'il s'agit des groupes informels de jeunes, ils sont souvent encouragés à se regrouper sous la forme d'organisations formelles qui ne sont pas nécessairement adaptées à leurs attentes et objectifs. Finalement, comme l'indique le rapport du UNFPA « Les absents de la paix », au-delà du manque de confiance et d'intégration réelle par leurs partenaires, souvent en position de pouvoir, les initiatives menées par les jeunes - et en particulier celles menées par des groupes informels - sont souvent confrontées à des contraintes opérationnelles et financières. Ces dernières représentent un défi particulier pour les acteurs souhaitant contribuer aux efforts de consolidation de la paix puisque la durabilité de leurs activités est souvent limitée du fait de l'incapacité des groupes à financer et gérer de façon pérenne leurs initiatives.

Pourtant, l'implication des jeunes dans les manifestations politiques et socio-économiques démontrent une volonté de leur part de faire entendre leurs revendications et de se mobiliser en tant que citoyens engagés pour contribuer au renforcement d'une société démocratique, inclusive et respectueuse des droits de l'homme — comme le soutient la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et Renforcement de la Citoyenneté (2019).

En effet, en opposition aux dynamiques de violence, les jeunes leaders revendiquent une plus grande inclusion dans les processus décisionnels des structures de gouvernance et de résolution des conflits, ainsi qu'une meilleure prise en compte de leurs revendications et de leurs frustrations par les élites détentrices du pouvoir. De nombreuses initiatives menées par les jeunes - groupes informels, volontariat, activités génératrices de revenus (AGR), entrepreneuriat, initiatives à but lucratif ou non - se sont développées et professionnalisées ces dernières années dans le but de renforcer la participation de la jeunesse dans la sphère publique et dans les initiatives de prévention des conflits. Ces initiatives - telles que les campagnes de sensibilisation par les jeunes de quartiers sur la prévention des conflits - insufflent des

¹¹ France 24, 21/02/17, En images : une manifestation pour la réouverture des écoles fait 5 morts en Guinée

perspectives positives de participation de la jeunesse dans la prévention des conflits, tout en soutenant le développement d'un nouveau leadership.

La problématique du genre : un défi transversal

Ces dynamiques et défis touchent d'autant plus les jeunes femmes, qui sont particulièrement victimes des inégalités basées sur le genre, celles-ci étant liées à la marginalisation des femmes des processus de prise de décision et plus particulièrement des initiatives de prévention des conflits. Ainsi, les femmes sont peu représentées dans les instances de pouvoir, représentant uniquement 21% du parlement et en 2016, seuls 26% des fonctionnaires d'Etat étaient des femmes, occupant des postes à responsabilités limitées pour la majorité¹⁴. Selon l'étude de base du "Projet d'appui à la participation des jeunes dans la gouvernance locale dans les 20 communes les plus conflictogènes" (2019), uniquement 28% de jeunes filles contre 72% jeunes hommes affirment avoir participé aux rencontres de concertation avec les autorités locales¹⁵. 71,6% des jeunes interrogés par l'étude affirment que les jeunes femmes ne participent pas dans les instances de prise de décisions locales. Par ailleurs, le niveau de connaissance des documents de planification stratégique est encore plus bas chez les jeunes femmes: 68% de jeunes femmes n'ont pas connaissance du Plan National de Développement Économique et Social contre 32% des jeunes hommes.

Par ailleurs, le manque d'expertise sur la problématique du genre, de prise en compte de cette problématique transversale dans les politiques publiques et les initiatives pour la paix, et d'actions spécifiques pour encourager la participation des jeunes femmes, se traduit par une représentation limitée de ces dernières au sein des initiatives de consolidation de la paix.¹⁶ D'autre part, comme mentionné plus tôt, les jeunes femmes sont traditionnellement perçues comme des victimes passives du système de conflits et de la violence. Selon l'ONU, les femmes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles ou encore aux enlèvements en période de conflits¹⁷, et selon UNOWAS, "les femmes et les jeunes [...] sont les premières victimes des menaces sécuritaires, du trafic de drogues et des êtres humains"¹⁸ en Afrique de l'Ouest.

Pourtant, elles apparaissent aussi comme des auteurs de violence et des forces d'influence importantes au sein de leurs communautés, pouvant appuyer la cohésion sociale ou au contraire attiser les tensions. La participation des jeunes filles aux différents mouvements protestataires des femmes en Guinée, telles que la marche blanche de 2018¹⁹, la marche de novembre 2018 contre la violence²⁰, ou encore la participation des jeunes élèves aux mouvements protestataires de 2018 en sont le témoin. D'autre part, la forte mobilisation des organisations de jeunes femmes, tels que le Club des jeunes filles leaders de Guinée ou la Coalition des Femmes Leaders de Guinée, pour lutter contre les violences basées sur le genre et encourager

¹⁴ Contribution nationale volontaire à la mise en oeuvre des ODD au Forum politique de Haut niveau.

¹⁵ Projet d'appui à la participation des jeunes à la gouvernance locale dans les vingt (20) communes les plus conflictogènes de la Guinée. Étude de base sur la participation et la perception des jeunes sur la gouvernance locale.

¹⁶ Ceci s'illustre notamment par le manque de données disponibles sur la problématique du genre et notamment de la participation des jeunes femmes à la consolidation de la paix en Guinée, ce qui explique également le caractère incomplet de cette analyse.

¹⁷ UN, 12/15, Les femmes, la paix et la sécurité.

¹⁸ UNOWAS, 03/07/2017, Les femmes et les jeunes, premières victimes des menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest.

¹⁹ BBC, 07/03/18, Guinée: "marche blanche" des femmes.

²⁰ BBC, 14/11/18, <https://www.bbc.com/afric/region-46203946>.

l'engagement citoyen des jeunes filles, témoigne également de la capacité des jeunes femmes à contribuer au changement de comportement et au vivre ensemble.

Les perceptions d'inégalité horizontale (entre les jeunes et le reste de la population; et au sein même du groupe "jeunes"²¹), apparaissent ainsi comme l'un des défis majeurs pour que la jeunesse s'affirme comme l'une des leaders des efforts de consolidation de la paix.

Opportunités et relation avec l'initiative - Bref résumé du concept Youth 360

Pour faire face à ce contexte, l'initiative proposée de piloter une nouvelle méthodologie développée par Search, "Youth 360", développée à partir de consultations avec des groupes de jeunes à travers le monde, ainsi que le PBF à New York City pour renforcer ce modèle collaboratif de prévention des conflits.

Youth 360 offre aux jeunes leaders un accès via des experts à des ressources techniques, humaines et financières à travers un coaching technique personnalisé et assuré par des experts qui se basent sur l'analyse de leurs besoins et des dynamiques de conflits dans leurs localités. Cette analyse des conflits menée par les jeunes en début de projet, permettra par ailleurs de collecter des données pour le moment limitées sur la problématique des jeunes et des conflits en Guinée. Par ailleurs, l'initiative vise également à encourager la transformation positive des perceptions des jeunes d'eux-mêmes ainsi que celles des autres acteurs (communautés, leaders, acteurs privés, bailleurs, autorités locales et nationales) grâce au renforcement du dialogue et en offrant l'opportunité aux jeunes leaders de leur présenter leurs initiatives pour la paix, et ainsi se positionner comme des acteurs crédibles en Guinée.

Ainsi, au-delà de la conception selon laquelle les jeunes ne pourraient qu'être acteurs ou victimes de violence (en particulier les femmes), les jeunes hommes et femmes ne doivent pas uniquement être considérés comme récipiendaires de programmes de paix mais partenaires d'exécution pour contribuer à la paix et à la cohésion sociale en Guinée. Youth 360 propose ainsi de soutenir les projets des jeunes, qui seront pensés comme de véritables enjeux de transformation des conflits, et non comme de simples activités d'occupation ou d'autonomisation économiques. Il s'agit de donner les outils aux jeunes leaders afin qu'ils deviennent des entrepreneurs sociaux autonomes pour la paix.

- Les jeunes ciblés - des groupes formels et informels, les femmes - sont au cœur de l'initiative et à tous les niveaux de prises de décisions (meneurs, bénéficiaires et partenaires du projet) grâce à des partenariats avec des acteurs spécialistes de ces questions et des activités spécifiques (experts jeunes, des droits des femmes, etc...)
- Des actions spécifiques de mobilisation et des outils de formation sont pensés afin de permettre l'inclusion des acteurs traditionnellement marginalisés tels que les femmes
- Le programme de formation et de coaching sera particulièrement axé sur l'entrepreneuriat social pour la paix et la durabilité de leurs activités le cas échéant (gestion de projet, financement autonome), en plus des valeurs de consolidation de la paix selon l'Approche Common Ground (ACG).
- En menant l'analyse des conflits dans leur communauté et en bénéficiant d'un renforcement spécifique de leurs capacités et connaissances en prévention des conflits, les leaders pourront choisir de façon éclairée les initiatives qu'ils souhaitent mener pour la paix

²¹ Les inégalités horizontales entre les différents acteurs jeunes et qui sont basées sur le genre, la nature du groupe (formel, informel), le niveau socio-économique (pauvre, élite), etc.

- Les TIC seront utilisés afin de connecter les jeunes leaders aux coachs et au reste de la communauté, promouvoir de nouveaux partenariats et faire face aux défis de l'isolation géographique
 - Les jeunes utilisent des plateformes de dialogues afin de se positionner comme des acteurs crédibles pour la paix
 - Le fonds d'incubation, qui pourra être financièrement renouvelé par des investissements privés et par les propres initiatives des jeunes dépendamment de leur choix (dons, mobilisation communautaire, prêts remboursables...), permettra d'assurer un soutien financier aux jeunes leaders à l'issue du projet.
- b) Expliquer succinctement la manière dont le projet est en phase avec et appuie les **cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies**, et promeut l'appropriation nationale et comment le projet se base sur une phase précédente, le cas échéant, et/ou profite des **enseignements pertinents**.

Du point de vue institutionnel, l'initiative proposée capitalise sur les efforts déployés par le gouvernement pour la consolidation de la paix, de promotion de la jeunesse et de l'égalité des genres tels que la Politique Nationale Genre (2011), la Politique Nationale de la Jeunesse 2011-2020, la Loi sur la parité dans l'accès aux postes dans les institutions publiques (2019) et la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et de Renforcement de la Citoyenneté (2019) dont l'un des objectifs vise à renforcer la participation des jeunes hommes et jeunes femmes dans les institutions publiques, leur autonomisation économique et la promotion de l'égalité des genres dans les processus décisionnels. Plus précisément, en renforçant le leadership des jeunes et leur participation dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Guinée, et en leur offrant l'opportunité d'engager les différents acteurs institutionnels pertinents, l'initiative proposée participe ainsi à l'institutionnalisation de cette Stratégie. Elle le fait en offrant à la fois aux jeunes, à la société civile et aux institutions étatiques l'opportunité de contribuer via les activités de l'initiative aux axes 1 et 2 de la stratégie. Le projet soutient ainsi également les ODD6: paix, justice et institutions efficaces et ODD5: égalité entre les sexes, en assurant que l'ensemble des activités de l'initiative soit sensible aux conflits et au genre.

Du point de vue programmatique, l'initiative capitalise sur les résultats déjà atteints ou en cours de réalisation des projets du PBF, de Search – Guinée, et des autres partenaires œuvrant pour la consolidation de la paix en Guinée afin d'utiliser les ressources existantes (humaines, techniques) et éviter l'éparpillement des efforts pour assurer de meilleurs résultats. Ceci se traduit par l'utilisation par exemples des clubs de paix menés par les jeunes du projet de Search - Guinée "Unis dans nos différences", financé par l'Union Européenne afin de cibler et mobiliser les différents acteurs jeunes des préfectures cibles (groupes informels, femmes, marginalisés...); ou encore par la mobilisation des jeunes formés par différents projets financés par le PBF, dont le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée" et le "Projet d'appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix". L'initiative a également été discutée avec le secrétariat du PBF en Guinée afin d'assurer une synergie des actions avec le portfolio actuel et à venir.

Enfin, la collaboration avec les Ministères de la Jeunesse, du MCUN et plus généralement les autorités locales (dont les élus, les représentants préfectoraux, les conseils communaux...), et leur inclusion dans les activités clés du projet favoriseront l'appropriation nationale du projet, la transformation des normes via le renforcement du dialogue - notamment vis à vis de

l'inclusion des jeunes dans la prévention des conflits en tant que partenaires -, et la réflexion sur les avenues pour la pérennisation de l'initiative au-delà du projet.

- c) Un résumé des **interventions existantes** dans le secteur de l'intervention proposée en remplissant le tableau ci-dessous :

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée	Baillleur: PBF: 1,442,360 Récipiendaires: UNFPA, UNICEF, UNESCO	Le projet vise deux résultats majeurs : (1) assurer que les Plans Locaux de Développement (PDL) et les Programmes Annuels d'Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, à l'égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes ; (2) les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle en tant qu'agents de changement positifs sont connus et discutés dans les collectivités et communautés.	L'objectif de ce projet est de mettre en place un cadre formel de dialogue entre les jeunes et les autres acteurs notamment les autorités locales afin de renforcer la participation des jeunes dans les processus décisionnels et ainsi prévenir les conflits les impliquant. L'initiative proposée pourra capitaliser sur les acquis tels que les jeunes U reporters, et les jeunes des conseils communaux des jeunes, déjà formés, pour assurer la mobilisation et le ciblage des jeunes leaders de l'initiative, participer au monitoring du projet et permettre une communication large autour de l'initiative et des projets développés par les jeunes bénéficiaires. Ce projet ayant mis l'emphasis sur la formation des jeunes femmes, ceci permettra à l'initiative de capitaliser sur ces efforts afin de toucher les jeunes femmes

			leaders et/ou marginalisées.
Projet d'appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée	Bailleur: Fond pour la Consolidation de la Paix: 850,000\$ Récipiendaires: ACORD	Ce projet vise la poursuite de la mise en place des mécanismes du dialogue de paix communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes hommes, femmes et filles (H/F), plus particulièrement, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits existants. Ceci est réalisé par le biais de l'opérationnalisation d'un système national d'alerte précoce et de réponse rapide qui soit plus sensible au genre et animé par les Jeunes H/F.	L'initiative renforce les initiatives de dialogue entre les jeunes et les autres acteurs impliqués dans la prévention des conflits ainsi que l'approche people to people. Les initiatives de paix des jeunes développés par les jeunes de l'initiative proposée permettront également de soutenir indirectement le mécanisme d'alertes précoces et de réponse rapide grâce à la collaboration entre les acteurs et le partage d'information.
Projet d'appui à la prévention des conflits en période électorale et à la pérennisation des Synergies locales des acteurs pour la paix en Guinée Forestière (PBF, programmation 2019)	PBF: 1,000,000\$ Récipiendaires: PNUD, Search	Ce projet vise la prévention des conflits en période électorale, le renforcement de la coordination des infrastructures sociales de paix et le renforcement du dialogue avec les jeunes et de leur participation dans la prévention des conflits en période électorale - N'Zérékoré	L'initiative proposée touchera la préfecture de N'Zérékoré et participera ainsi à la synergie et la complémentarité des actions avec ce projet, exécuté également par Search.
Unis dans Nos Différences (UDD)	Union Européenne : 2,300,000 € Récipiendaires: Search	L'objectif général du projet est de prévenir les risques d'urgence	Bien que les bénéficiaires directs du projet UDD soient une variété d'acteurs (OSC, leaders religieux,

		<p>d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels. Il a trois axes : 1) Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent ;</p> <p>2) Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basés sur l'exclusion et la violence ;</p> <p>3) Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.</p>	<p>autorités...), le projet travaille également au renforcement de la participation des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale et la prévention des conflits et l'extrémisme violent. L'initiative proposée capitalisera sur l'existence de centres et les clubs de paix mis en place par le projet UDD. Ces structures sont animées par des jeunes déjà formés dans le cadre de projets actuels de Search, et sensibilisés à la question de la cohésion sociale, la promotion de la paix et la prévention des conflits. Par ailleurs, les clubs de la paix peuvent exploiter les ressources offertes par les centres pour la paix (livres, matériel audiovisuel) afin de sensibiliser les cibles et renforcer la communication autour du projet. Ces clubs de paix sont présents dans 5 des préfectures cibles (Pita, Labé, Siguiré, N'Zérékoré, Conakry), et sont déclinés à travers les clubs de paix étudiants, scolaires, de proximité, leaders d'opinion et communaux afin de toucher une variété d'acteurs jeunes (étudiants, écoliers, religieux, ONG, informels...)</p>
--	--	---	---

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une brève description du contenu du projet – les résultats principaux du projet, la stratégie de mise en œuvre, et comment le projet va répondre aux facteurs identifiés dans l'analyse de conflit dans la section 1 (cette section doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes),

Le projet proposé permettra de piloter l'approche Youth 360 en Guinée. L'objectif principal du projet sera de donner aux jeunes les moyens de contribuer activement à la paix et à la sécurité dans le contexte politique et social polarisé du prochain cycle électoral.

Résultat 1: La réduction des conflits socio-politiques est effective dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes

Produit 1.1: Les partenaires d'exécution sont outillés en vue de la bonne mise en œuvre des activités

AL1.1: Formation initiale des partenaires d'exécution implémentation et renforcement des capacités des OSC partenaires

Une formation initiale, qui ciblera les leaders des 4 OSC de mise en œuvre ainsi que celle de Search, passera en revue les fondements de l'Approche Common Ground (ACG), les procédures de suivi de Search et les méthodologies de mise en œuvre de l'initiative, de l'entrepreneuriat social pour la paix sensible au genre et aux personnes marginalisées. Cette formation sera exécutée au début de l'initiative, et sera délivrée par l'équipe de Search et le partenaire Osez Innover, afin d'assurer la mise à niveau de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre et préparer les acteurs à la mise en œuvre aux activités.

Cette formation aura également pour but de renforcer les capacités des 4 OSC sur les plans programmatique (stratégie, gestion et mise en œuvre de projet, suivi et évaluation, système de rapports narratifs, qualité du programme, etc) et organisationnel (systèmes financiers, contrôle interne, gestion bancaire et système de paiement, personnel et approvisionnement, gestion des biens, gestion des subventions, budgétisation, etc) sur la base de l'évaluation des capacités mise en place par Search.

Des sous-subsidies seront allouées aux 4 OSC de jeunes partenaires afin de les soutenir financièrement dans la mise en œuvre des activités de l'initiative. Search mettra en place un système de suivi afin d'assurer la bonne utilisation de ces fonds.

Produit 1.2: Les jeunes des OSC partenaires sont outillés en techniques de collecte des données et d'analyse des conflits sensible au genre et produisent un rapport d'analyse des conflits sensible au genre.

Au début de l'initiative, une analyse participative des conflits et sensible au genre au sein des zones d'intervention sera menée par les OSC de jeunes partenaires de mise en œuvre, avec le soutien de Search, dans les 8 localités ciblées.

AL2.1: Formation des partenaires de mise en œuvre sur les techniques de collecte de données et d'analyse des conflits sensible au genre

Les OSC partenaires recevront une formation sur l'analyse de conflits et sur la problématique de l'insertion des jeunes dans les processus de consolidation de la paix dans les communautés.

La formation a pour objectif de préparer les agents des OSC partenaires à l'analyse des conflits qui sera faite dans le cadre du projet.

Cette formation aura pour but de former les agents des OSC partenaires qui mèneront l'analyse de conflits sur les objectifs de l'activité et les méthodologies d'analyse.

Cette activité permettra également à Search et aux OSC partenaires de développer collaborativement la méthodologie de recherche, les termes de références, les outils de collecte de données et tout autre matériel en vue de l'analyse des conflits.

A1.2.2: Identification et mobilisation des 320 jeunes participants à l'analyse des conflits

L'analyse des conflits, en plus de mettre en exergue les dynamiques de conflits dans les 8 localités, permettra également d'identifier une première partie (320) des jeunes bénéficiaires de l'initiative.

La mobilisation présentera donc clairement l'initiative globale, les enjeux et les objectifs afin d'assurer la participation pérenne des jeunes à l'ensemble des activités dans lesquelles ils s'engageront.

Search et les organisations de jeunes partenaires mèneront l'identification et la mobilisation de 320 jeunes, dont 40 par localité, de groupes formels et informels de 18 à 35 ans, incluant des femmes et autres acteurs marginalisés. Search et ses partenaires lanceront un appel à participation à des focus groups qui permettront de collecter les données. Cet appel ouvert se fera 1) via un formulaire d'inscription partagé sur les réseaux sociaux qui permettra d'identifier 160 jeunes (50%) et 2) par les agents dans les 8 localités qui mèneront des activités d'information et de ciblage spécifique des jeunes les plus marginalisés (incluant les femmes, les jeunes de groupes informels qui permettra d'identifier les 160 autres (50%). Les critères de sélection des jeunes seront: l'âge (18-35 ans), l'intérêt pour la prévention des conflits, l'appartenance à un groupe formel ou informel, la capacité à s'investir dans l'initiative pendant 18 mois, la localisation (8 localités). Au moins 30% des jeunes identifiés seront des femmes. Cette méthodologie mixte d'identification et de mobilisation des jeunes permettra à l'initiative d'assurer l'inclusivité et la diversité. Elle a été testée durant le développement du proposal (voir section ciblage des bénéficiaires).

A1.2.3: Collecte des données et création d'un rapport d'analyse en collaboration avec les jeunes

Les OSC de jeunes partenaires de mise en oeuvre mèneront la collecte de données grâce à des focus groups avec les 320 jeunes identifiés durant A1.2.2 et des échanges avec les autres acteurs pertinents (leaders communautaires, décideurs locaux - conseils communaux, sous-préfets, OSC...). Un rapport d'analyse des conflits sera produit afin de renforcer la compréhension des dynamiques dans les 8 localités, de collecter les données sur les perceptions des jeunes et d'informer les activités suivantes du projet.

L'analyse permettra d'identifier et d'analyser les dynamiques interrelationnelles à travers ces zones, de comprendre les fractures sociales, et d'évaluer le niveau d'inclusion des jeunes dans les initiatives de paix et la confiance dont ils jouissent dans leurs communautés. L'objectif de cette analyse est d'identifier les facteurs d'inclusion ou d'exclusion des jeunes dans les initiatives et politiques de consolidation de la paix dans les zones du projet. Il s'agira également de s'intéresser au paysage socio-économique des zones d'intervention, afin d'identifier des opportunités d'activités de résilience économique qui pourront servir à inspirer les jeunes dans le cadre des projets qui seront en compétition.

Nous partons du postulat que les jeunes sont plus prompts à parler des sujets qui les concernent avec leurs pairs qu'avec d'autres acteurs. Ainsi, en utilisant cette méthodologie, cette

recherche sera plus apte à prendre en compte les aspirations des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et vis-à-vis des rôles qu'ils peuvent y jouer.

Par ailleurs, au cours de la collecte de données pour cette analyse de conflits, les données de base sur les indicateurs seront collectées par l'équipe S&E de Search. Ces données serviront de guide pour l'équipe dans la mise en oeuvre du projet en vue de l'atteinte des résultats escomptés de l'action sur le terrain et auprès des bénéficiaires. Une méthodologie mixte (collecte de données quantitatives et qualitatives) sera utilisée à cet effet. La taille de l'échantillon sera représentative à chaque localité - ceci dans le but de s'assurer que les données sont le reflet de l'opinion de chacune des localités.

AI.2.4: Atelier de validation du rapport d'analyse

Un atelier de validation du rapport sera tenu afin de présenter les données au comité de pilotage et aux acteurs clés tels que les représentants des 2 Ministères partenaires, du PBF, des autorités locales (conseils communaux, sous-préfets, les élus, les représentants préfectoraux, etc).

Produit 1.3: Les jeunes sont informés du Concours et préparés pour y participer

AI.3.1: Création et administration d'une plateforme de communication des jeunes leaders

Pour tenir compte de la place grandissante des TIC²² en Guinée et particulièrement chez les jeunes, l'initiative mettra en place un certain nombre d'actions se reposant sur l'usage des TIC. Ainsi, une page internet (site, ou page Facebook, dépendamment des résultats de l'analyse préliminaire sur le meilleur outil à sélectionner) sera développée et administrée par le partenaire Ablogui afin de présenter l'initiative et en faire la plateforme de communication des jeunes leaders. Cette page permettra de communiquer au public les avancées de l'initiative, de sensibiliser, d'assurer le plaidoyer en faveur d'un changement de perception des jeunes dans le cadre de la prévention des conflits, et de présenter les projets développés par les jeunes (voir activités suivantes) de leur conception (Produit 2.2) à leur exécution (Produit 2.4).

AI.3.2: Formation des formateurs (pour la préparation au concours)

Pour assurer la préparation des 320 jeunes leaders identifiés (AI.1.2), Search et Osez Innover mèneront la formation des formateurs (environ 30 jeunes issus des 4 OSC partenaires) afin de leur permettre de mener les ateliers de préparation au Concours (Produit 2.2) de façon autonome. Cette formation se concentrera sur les concepts de prévention des conflits, du genre, entrepreneuriat social, l'usage des TIC et sur les compétences soft telles que la communication et le plaidoyer. Au total, 3 formateurs seront assignés par localité, pour un total de 24 formateurs.

Après la tournée de formation, les formateurs continueront d'être des points focaux disponibles via des rencontres informelles et les TIC pour apporter un soutien ponctuel aux jeunes.

AI.3.3: Ateliers de préparation au "Concours pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix" (phase initiation)

Durant 4 jours, les 320 jeunes identifiés participeront à des ateliers ludiques, participatifs et mêlant théorie et pratique afin de développer leurs connaissances (ou les mettre à niveau) sur la consolidation de la paix, l'entrepreneuriat social pour la paix, la problématique du genre, l'inclusion, la communication, le plaidoyer, et d'autres sujets qui leur permettront d'acquérir les connaissances pratiques pour participer pleinement au Concours (Produit 2.2). Ces ateliers serviront également à restituer les résultats de l'analyse participative, et à orienter les jeunes

²² Taux de pénétration de l'internet mobile en plein essor (27% en 2017, avec un réseau 4G nouvellement établi en avril 2019), et augmentation des investissements dans le secteur des TIC (11%).

dans le développement de leurs idées de projets en vue du Concours. Cette première "phase de formation" a pour but de mettre sur un même pied d'égalité l'ensemble des jeunes ciblés, y compris les plus marginalisés.

Résultat 2: La cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet est améliorée par l'engagement des jeunes leaders

Produit 2.1: Le fonds d'incubateur permet la pérennisation des initiatives jeunes dans les efforts de consolidation de la paix

Un Fonds d'incubation alimenté initialement par l'initiative sera mis en place en vue de l'incubation des projets des jeunes (Produit 2.4). Durant la vie de l'initiative, il sera administré par Search et permettra aux groupes de jeunes leaders de disposer d'un financement initial afin de lancer leurs activités pour la paix.

A2.1.1: Mise en place d'un comité de réflexion pour le plaidoyer du Fonds d'incubation auprès des acteurs pertinents

Pour assurer la pérennité du Fonds, des activités de plaidoyer et de développement de la stratégie de pérennisation seront mises en oeuvre à travers des rencontres et des consultations menées par Search et les OSC des jeunes partenaires de mises en oeuvre pour discuter des possibilités de pérennisation du Fonds d'incubation avec les acteurs pertinents tels que les ministères, les autorités locales, les bailleurs, les acteurs privés, les OSC.

Pour mener ce processus, un comité de réflexion composé de ces différents acteurs sera mis en place. Le plaidoyer sensibilisera l'ensemble des acteurs pertinents sur l'opportunité qu'un tel fonds représente pour les jeunes et les futurs projets qui pourraient être mis en oeuvre pour la consolidation de la paix, au-delà de la durée de vie du projet. Le plaidoyer sera également axé sur l'importance de soutenir financièrement les jeunes femmes dans ce cadre, et de promouvoir des projets de jeunes sensibles au genre.

Au moment du développement du produit, les réflexions menées avec les OSC des jeunes ont permis de soulever les possibilités suivantes: le Fonds pourrait être alimenté par les jeunes eux-mêmes via leurs activités de mobilisation de fonds, le crowdfunding, un système de remboursement de "prêts légers" par les jeunes, des investissements des acteurs privés ou du gouvernement. La gestion du Fonds sera décidée en concertation avec les jeunes, et dépendamment des résultats des processus de réflexion.

Produit 2.2: Des projets pour la paix sont développés par les jeunes

16 projets seront sélectionnés grâce à un processus participatif mené par les jeunes

A2.2.1: Atelier d'élaboration des termes de référence du "Concours Youth 360: pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix"

Search et ses partenaires de mise en oeuvre développeront les termes du Concours, qui sera ouvert uniquement aux 320 jeunes ayant participé à l'analyse participative (Produit 1.1) et aux ateliers de préparation (Produit 1.2). Les critères d'éligibilité au concours seront:

- Avoir participé à l'analyse participative, aux ateliers de préparation et faire partie d'un groupe de jeunes
- Avoir entre 18 - 35 ans
- Faire partie d'un groupe formel ou informel
- Le projet doit être sensible au conflit et au genre, et mis en oeuvre dans leur localité
- Le groupe doit être composé de 5 à 15 jeunes

- Le projet doit viser à la prévention des conflits, la consolidation de la paix dans sa localité
- Le projet doit être en ligne avec les résultats de l'analyse des conflits.
- A but lucratif, ou non

L'initiative souhaite que 30% au moins des jeunes faisant partie des groupes soient des femmes.

Les groupes de jeunes, qui auront été accompagnés dans le développement de leurs idées, devront soumettre à l'équipe du projet une proposition de projet détaillant leur projet pour la paix, et reprenant les informations clés demandées via un formulaire (titre, objectifs, type de projet, liens avec l'analyse de conflits, cibles, sensibilisation au genre). L'initiative souhaitant cibler les jeunes les plus marginalisés, un template adapté et simplifié leur sera soumis pour compléter afin d'assurer la chance des acteurs les plus marginalisés de pouvoir proposer leurs idées pour la paix.

A2.2.2: Phase 1 du Concours: sélection des communautés sur les réseaux sociaux

Pour assurer la participation des jeunes, des communautés et des acteurs plus largement à travers le pays, 20% de la note totale d'évaluation des projets des jeunes sera attribuée par un vote sur internet, via la page internet du Concours. Les jeunes seront invités à publier les présentations de leur projets (photo, vidéo, audio, autre contenu créatif) afin de plaider auprès des internautes.

A2.2.3: Phase 2 du Concours: comité de sélection

80% de la note totale d'évaluation des projets sera attribuée par un Comité de sélection composé de représentants de: 1 représentant de Search, 1 représentant de Osez Innover, 1 représentant des OSC, 1 représentant de la communauté, 1 représentant des autorités locales. Au moins 30% des membres seront des femmes. Les critères d'évaluation seront entre autres: le lien entre le projet et la consolidation de la paix, la sensibilité au genre, la faisabilité/réalisme du projet proposé, le lien avec l'analyse des conflits, la pérennité (si le projet est voué à être pérenne), l'impact communautaire. L'expérience du partenaire Osez Innover, combinée à celles de Search et de ses partenaires, permettra en particulier d'apprécier la faisabilité, et la viabilité (le cas échéant) des projets des jeunes.

Les 16 groupes de jeunes présenteront leur projet au sein de leur localité. Ces présentations se dérouleront dans chacune des 8 localités en présence du jury et d'un public composé des communautés, des autorités locales et des OSC, des représentants du PBF, des 2 Ministères et les acteurs privés afin de renforcer la communication autour du projet et participer à la transformation positive des perceptions des jeunes.

Au total 16 projets, soit 2 par localités seront sélectionnés. Ce chiffre relativement faible s'explique par le fait que l'initiative souhaite accompagner en profondeur ces 16 groupes de jeunes qui seront sélectionnés et leur offrir un programme de formation et de coaching complet et adapté à leurs besoins. Ces 16 projets permettront d'accompagner environ 270 jeunes (5 à 15 jeunes par groupe en moyenne). Les activités de communication et les 16 projets permettront quant à eux d'élargir le nombre de personnes touchées par l'initiative globale. En se basant sur l'expérience de Search et de ses partenaires, ainsi que les consultations menées auprès des jeunes lors du développement du proposal quelques exemples de projets de jeunes peuvent être offerts: campagne de sensibilisation sur la prévention des conflits, activités de dialogues multi-acteurs, des tournois de sport réconciliant des groupes d'acteurs en conflit, des formations en prévention des conflits, etc... Les projets des jeunes pourront être à but lucratif ou non, dépendamment de leur nature, mais seront développés avec les coaches afin qu'ils soient viables durant leur durée de vie.

Parmi les 16 projets, 8 premiers bénéficieront d'une enveloppe de 5000\$ (budget avec lesquels les groupes de jeunes fonctionnent, en moyenne), tandis que les 8 seconds bénéficieront d'une enveloppe de 3000\$ (Produit 2.4). Cependant, les montants seront adaptés en fonction de la nature des projets présentés.

Produit 2.3: Les jeunes leaders gagnants du Concours sont formés et coachés en entrepreneuriat social pour la paix et en développement de projet

Les 16 groupes sélectionnés participeront à un processus en 3 phases: une phase de formation (assurée par des formateurs, parmi lesquels leur coach personnel), une phase de coaching (assuré par un coach personnel), une phase d'incubation (exécution de leur projet, avec le suivi de leur coach).

A2.3.1: Sélection des coachs des jeunes et formation des coachs et des formateurs

Les formateurs et les coachs seront sélectionnés et formés en amont des phases de formation et de coaching afin qu'ils soient autonomes et efficaces pour assurer le suivi des 16 projets des jeunes. Les formateurs seront sélectionnés à l'intérieur des équipes de Search et de ses partenaires de mises en oeuvre. Les coachs en consolidation de la paix, en entrepreneuriat social, sensibles au genre, etc, seront sélectionnés sur la base de leur expérience, expertise et de la nature des 16 projets gagnants.

A2.3.2: Formation en entrepreneuriat social pour la paix

Ce programme de formation poussé sur l'entrepreneuriat social pour la paix permettra aux 16 groupes de jeunes sélectionnés d'obtenir les connaissances de base sur l'entrepreneuriat social pour la paix et les différentes étapes de développement de projet (étude de faisabilité, marché, finance, ...)

La formation des 16 groupes gagnants, qui se fera par localité (8 formations au total) sera assurée par 4 formateurs (2 pour l'entrepreneuriat social, 2 pour la consolidation de la paix) des équipes de Search et de ses partenaires de mise en oeuvre.

A2.3.3: Coaching pour le développement des projets (phase coaching pré-financement)

Un programme de coaching de 4 mois sera développé pour chacun des 16 projets des jeunes, avec 2 coachs assignés par localité.

Il visera à accompagner les groupes à développer en détail leur projet, à renforcer et à mettre en action leurs capacités professionnelles de mobilisation de fonds, suivi financier, plan d'actions, communication et plaidoyer, ressources humaines, logistique, et éventuellement leurs capacités techniques, si nécessaire. Ce coaching prendra la forme de sessions de travail et de réunion virtuelles via l'usage des TIC. A travers ce coaching innovant et adapté, l'initiative visera aussi à proposer des alternatives aux voies de mobilisation traditionnellement promues — telles que la création d'ONG, en faveur d'un entrepreneuriat social pour la paix plus innovant. Cela permettra non seulement aux jeunes de choisir un cadre d'action adapté à leurs objectifs, mais également de promouvoir les leaders généralement marginalisés — tels que les groupes informels — en les formant sur les possibilités d'autonomisation et de renforcement de leur impact.

Produit 2.4: Les projets des groupes de jeunes leaders gagnants du Concours sont mis en oeuvre par les jeunes

A2.4.1: Coaching pour l'accompagnement à la mise en oeuvre des projets (phase post-financement)

Au terme de la première phase du coaching (préfinancement) de 4 mois, les fonds d'incubation seront injectés dans les projets des jeunes afin de lancer leur exécution. Cet investissement sera

accompagné d'un coaching et un suivi financier rigoureux afin d'assurer le bon usage des fonds.

Le coaching (post-financement) des 16 groupes se poursuivra durant la mise en oeuvre des projets (8 mois) au sein des communautés des 8 localités. Ce coaching permettra d'assurer la bonne exécution des projets, d'offrir des compléments de formation aux jeunes et de les orienter et les soutenir dans leurs différentes tâches (administration, mise en relation avec les acteurs clés, suivi financier, etc...).

Résultat 3: Les décideurs et les communautés ont une meilleure compréhension du rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits

Produit 3.1: Les décideurs et communautés ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix

A3.1.1: Organisation des "Youth 360" talks

Afin de sensibiliser les communautés, les autorités, les acteurs privés et les bailleurs sur le rôle des jeunes dans la prévention des conflits, les 16 groupes de jeunes leaders mèneront des "Youth 360" talks modernes et innovants durant lesquels ils pourront de façon ludique et interactive présenter leurs projets et leur participation dans l'initiative. Ces discussions permettront de faire le lien entre les jeunes et les décideurs en particulier, et participera à la transformation positive des perceptions, tout en soutenant le plaidoyer pour une meilleure intégration des problématiques touchant les jeunes, et des jeunes eux-mêmes dans les politiques publiques et les initiatives de prévention des conflits.

A3.1.2: Productions médias

Search développera des productions média de communication tout au long de l'initiative afin de capturer les moments clés des activités et renforcer la sensibilisation et le plaidoyer mené par les jeunes leaders et les OSC partenaires. Ces productions médias prendront la forme de d'interviews audio et vidéo des jeunes, de photos, de couverture des Youth 360 talks, de messages audio à diffuser sur les réseaux sociaux et les radios. Ils viseront à renforcer la communication autour des efforts de consolidation de la paix, de cohésion sociale. La participation des jeunes femmes aux activités et aux efforts de prévention des conflits, et la prise en compte de la problématique du genre par l'ensemble des jeunes ciblés par l'initiative seront également mises en avant.

Produit 3.2: Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la manière de les soutenir est reconnu

A3.2.1: Evaluation des effets des projets des leaders

L'initiative mènera une série d'activités pour évaluer les effets des projets des leaders dans les communautés, en termes de prévention des conflits mais également en termes d'impact des projets sur les jeunes, les communautés, les leaders et les perceptions mutuelles du rôle des jeunes dans la prévention des conflits. Ces activités prendront la forme par exemple des bulletins de score (voir section S&E). L'initiative s'appuiera sur les jeunes leaders dont les projets n'auront pas été sélectionnés durant le Concours, ou encore les jeunes U-Reporters formés par le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée".

A3.2.2: Atelier de capitalisation et de réflexion mené par les jeunes

Afin de discuter des résultats de cette évaluation, un atelier de capitalisation et de réflexion mené par les jeunes sera mené à Conakry en vue de tirer les conclusions de l'initiative et faire ressortir les défis et bonnes pratiques pour une éventuelle réplique ailleurs en Guinée, et permettre à 1 représentant par projet (16 jeunes leaders au total) de rencontrer les acteurs clés (autorités, bailleur, acteurs privés, OSC...) afin de renforcer les efforts de plaidoyer.

- b) Fournir une **théorie du changement pour le projet** – expliquer le type de changement attendu par le projet et comment les interventions envisagées vont mener aux résultats et pourquoi ces interventions ont été choisies. Indiquez les hypothèses qui informent la théorie du changement.

(Note: Le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et variées, par exemple la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue ou par les opportunités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Comment avez-vous choisi votre approche de programmation et selon quelles hypothèses ?)

- c) **Cadre des résultats du projet**, indiquant tous les résultats attendus du projet, les produits, les activités, y compris les indicateurs de progrès, niveau de référence, cibles, (doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Annexe B à compléter – il n'est pas nécessaire de rajouter ici une explication narrative.

Si les jeunes développent une compréhension commune des dynamiques de conflit, renforcent leurs capacités à concevoir des réponses appropriées à ces dynamiques par la formation et le coaching pour, et ont l'opportunité de mener des initiatives locales de consolidation de la paix; et

Si le rôle des jeunes leaders en tant que moteurs de la paix est reconnu par les décideurs et les communautés;

Alors la consolidation de la paix en Guinée deviendra plus efficace, inclusive et durable
Parce que les initiatives de paix prendront en compte les besoins spécifiques des jeunes et auront une plus grande adhésion de toutes les parties prenantes.

- d) Le **ciblage des bénéficiaires** et le **ciblage géographique** du projet – donnez la justification relative aux choix des zones d'intervention géographiques du projet, le nombre approximatif et les critères de sélection des bénéficiaires, le calendrier de mise en œuvre les activités, les mesures prises pour assurer la cohérence entre les résultats et toute autre information pertinente concernant l'approche de mise en œuvre (qui doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Il n'y a pas besoin de répéter ici tous les produits et toutes les activités du projet qui sont dans le Cadre des résultats.

Ciblage des bénéficiaires:

Les bénéficiaires directs du projet seront des jeunes femmes et jeunes hommes de 18 à 35 ans²¹, compte tenu de la nature des activités du projet dans lesquels ils seront impliqués. L'initiative ciblera les jeunes des groupes formels, informels, ainsi que les jeunes femmes. Les jeunes pourront ou non avoir été inclus dans des initiatives pour la consolidation de la paix en Guinée, ou aux capacités d'action limitées et désireux de participer aux efforts menés par les jeunes. L'accent sera mis sur des jeunes pouvant s'engager à temps plein dans l'initiative.

Bénéficiaires directs

²¹ Selon la Charte Africaine de la Jeunesse, les jeunes ont entre 15 et 35 ans.

L'estimation du nombre total de jeunes leaders bénéficiaires directs de l'initiative est de 610 dont au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes de groupes informels:

- 240 jeunes leaders faisant partie des 16 groupes sélectionnés pour développer leur projet pour la paix, et composés d'environ 5 à 15 membres, selon la moyenne des projets en Guinée;
- 320 jeunes additionnels participants qui auront participé à des activités ciblées du projet (analyse des conflits, ateliers de renforcement des capacités, monitoring des projets...);
- 50 jeunes des 4 OSC partenaires de mise en œuvre

Bénéficiaires indirects

Nous estimons qu'environ 16,800 personnes (jeunes, communautés, représentants des autorités, acteurs privés) seront touchées par les plateformes de dialogue (50 personnes par sessions de dialogue, 16 au total) et par les projets menés par les jeunes (1000 personnes touchées par projet), tandis qu'1 million de personnes seront indirectement touchées via la communication de l'initiative sur les réseaux sociaux et les médias.

Méthodologie de ciblage

La sélection initiale des bénéficiaires se fera à l'Activité 2.1.3 (Mobilisation des jeunes en amont de l'analyse des conflits) en deux étapes.

1. Au moins 60% des jeunes seront identifiés via un appel ouvert publié par Search et ses partenaires sur les réseaux sociaux sous la forme d'un formulaire de candidature détaillant les critères de sélection (âge, localisation, etc...).
2. Afin d'assurer la balance des genres, de l'âge et l'inclusion de nos cibles les plus marginalisées, le reste des jeunes sera identifié par l'équipe grâce à des événements de mobilisation dans les 8 localités et ciblant spécifiquement ces acteurs (jeunes femmes, jeunes de groupes informels). Ceci prendra par exemple la forme d'une activité d'information pour les jeunes femmes, ou la distribution des formulaires auprès de ces acteurs spécifiques.

Ces méthodes de sélection ont pour but d'éviter l'influence d'acteurs potentiellement partisans. Elles ont également été testées durant le développement du prodoc lors des consultations des jeunes, qui ont permis de récolter les points de vue de 260 jeunes, dont 97 femmes (37,1%), 1 jeune handicapé, 55 jeunes de groupes informels (26,6%), 46 de jeunes n'appartenant à aucun groupe (22,2%).

Ciblage géographique:

Le projet sera exécuté dans 8 localités - Conakry, Boké, Kindia, Pita, Labé, Siguiri, N'Zérékoré et Kouroussa - réparties à travers l'ensemble des régions administratives de la Guinée.

Ces localités ont été sélectionnées car elles couvrent les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée qui ont été ciblées par le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée" (PBF) (voir l'analyse des conflits ci-dessus). En ciblant ces préfectures, l'initiative capitalisera sur les résultats atteints et pourra par exemple collaborer avec les jeunes des conseils communaux des jeunes et les U-reporters formés dans le cadre de ce projet pour assurer la mobilisation des jeunes, la communication autour du projet ou encore la participation au suivi de l'impact du projet. Des projets de Search sont également actuellement exécutés dans ces préfectures - comme le projet "Unis Dans nos Différences, financé par l'Union Européenne" - , qui abritent par exemple les centres et les clubs de paix, groupes informels menés par les jeunes et visant à renforcer leur participation au renforcement de la cohésion sociale. Les centres de paix permettent par ailleurs de mettre à disposition des jeunes des ressources (livres, matériel informatique/photo) qui pourraient être utilisés dans le cadre de l'initiative.

Ce ciblage territorial nous permettra ainsi d'assurer la durabilité des résultats existants vers des champs d'exploration innovants.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

L'agence bénéficiaire directe de l'initiative est Search For Common Ground, qui est cheffe de file.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Search For Common Ground	2,744,942 USD	- USAID/FHI360 -CSO -Union Européenne -Banque Mondiale -GIZ	Conakry, N'Zérékoré (bureaux permanents) Labé, Kankan (bases terrain)	31: personnel au total 33: Conakry 10: N'Zérékoré 1: Kindia 1: Mamou 1: Pita 2: Kankan 1: Beyla 1: Siguiri 1: Labé	-M&E team en Guinée, et un M&E spécialiste dans la région, capable de se déployer en Guinée pour du support supplémentaire. -Une équipe de média composés de journalistes formés à l'ACG (coordinatrice, producteurs radio et TV, techniciens radio et TV) -Child and Youth Unit, composé d'experts sur les problématiques

					touchant les jeunes et liés au renforcement de la paix, capable d'être déployée sur le terrain pour apporter son support. Des agents terrains déployés à travers le pays et formés sur l'ACG et ayant une expertise de travail avec les jeunes.
--	--	--	--	--	---

Search sera appuyé par des partenaires de mise en oeuvre qui joueront un rôle essentiel dans la planification et l'exécution des activités. Il s'agit d'organisations menées par des jeunes et par des femmes, et qui sont reconnues pour leur impact sur la consolidation de la paix à travers la Guinée. Ces ONG ont été choisies sur la base de leur présence géographique, leur expertise sur la prévention des conflits, le renforcement du leadership des jeunes et des femmes, l'entrepreneuriat social des jeunes.

Organisation	Expertise	Présence géographique	Capacités existantes
Organisation bénéficiaire			
Search For Common Ground	Gouvernance, Prévention des conflits, peacebuilding, jeunes et femmes, participation citoyenne.	Bureaux permanents: Conakry, N'Zérékoré Bases terrain: Kankan, Labé Agents: Labé, Pita, Kankan, Mamou, N'Zérékoré, Siguiri, Beyla, Boké, Faranah, Kissidougou	Equipe de formateurs sur l'ACG/prévention des conflits, méthodologies de formation, coaching, expertise technique sur les médias et le développement et exécution des projets pour la consolidation de la paix.
Partenaires de mise en oeuvre			

Parlement des jeunes de l'union du fleuve Mano (PJUFM) (ONG locale)	Prévention des conflits et la promotion du leadership des jeunes, incluant les jeunes femmes	Bureau: Conakry Points focaux: Kindia, Kankan, Labé, N'Zérékoré	Gouvernance, consolidation de la paix, genre protection, jeunes
Association des Blogueurs de Guinée (ONG locale)	Fédère les blogueurs et web activistes guinéens, usage des TIC au service de la bonne gouvernance et de la promotion de la démocratie de la paix	Conakry, N'Zérékoré	Gouvernance, participation citoyenne, TIC, communication, mobilisation
Osez Innover (ONG internationale américaine dont le bureau principal est à Conakry)	Incubateur de projets mené par des jeunes et ciblant les jeunes	Conakry, Kindia, N'Zérékoré, Boké	Entrepreneuriat social, plus d'une trentaine de projets de jeunes incubés en 4 ans, coachs formés et prêts à être déployés, méthodologies de formation des jeunes en entrepreneuriat social
Club des jeunes filles leaders de Guinée (ONG locale)	Droits, leadership et autonomisation des femmes.	Conakry, Boké, Kindia (dont préfecture), Mamou, Faranah, Kankat, Labé, N'Zérékoré (dont préfecture)	Expertise genre, mobilisation des femmes, droits des femmes, autonomisation des femmes

En plus des partenaires d'exécution, Search travaillera en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (leader) et le Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN). La collaboration avec ces Ministères se fera lors de réunions régulières du comité technique de suivi et du comité de pilotage pour promouvoir la complémentarité avec les initiatives soutenues par le gouvernement, ainsi que par la participation de leurs représentants aux activités clés visant à promouvoir le plaidoyer des jeunes et le dialogue multi-acteurs. Leur appui sera également critique pour la mobilisation des autorités locales lors des différentes activités pertinentes.

Search collaborera également avec les représentants institutionnels et les leaders des communautés locales, un réseau étendu d'OSC locales et des acteurs privés afin de renforcer l'impact du projet et assurer la pérennisation des résultats.

Les partenariats avec ces organisations seront confirmés sur la base d'un processus de due diligence interne à Search, en cours de finalisation. Les OSC locales partenaires de mises en oeuvre ont été soumises à une évaluation de leurs capacités programmatiques et financières, dont les résultats informeront la formation initiale de mise à niveau.

- b) **Gestion du projet et coordination** – présenter l'équipe de mise en oeuvre du projet, y compris les postes et rôles, et indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquer la coordination envisagée pour le projet et les mécanismes de contrôle, y compris le lien avec le Secrétariat PBF s'il existe. Remplissez l'**annexe C** : liste de vérification pour le lancement du projet et veuillez attacher les TDRs pour les postes principaux du projet.

Coordination du projet

Le projet sera mis en oeuvre sous le leadership d'un Coordinateur de projet qui assurera la bonne exécution du plan de travail et bénéficiera de l'appui du Directeur Pays. Le coordinateur assurera le contrôle de la qualité et la bonne exécution des activités.

Un **comité de pilotage**, présidé par le Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi, sera l'organe supérieur de gouvernance du projet. Il regroupe les représentants du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et du Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale, les points focaux de la primature, les points focaux techniques des ministères concernés, les représentants de Search, le secrétariat du PBF et les organisations de la société civile partenaires (Osez Innover, Ablogni, le PJUEM, le Club des jeunes filles leaders de Guinée).

Le comité de pilotage se réunit sur une base semestrielle pour discuter des orientations stratégiques et des choix opérationnels du projet, en prenant en compte l'évolution du contexte. Il sera également chargé de la validation des plans annuels de travail, des rapports de la mise en oeuvre du projet et des éventuelles révisions budgétaires.

Le **comité technique de suivi** est composé des points focaux de la Primature, des points focaux techniques des ministères impliqués, des chargés de programme et de projet de Search, des organisations de la société civile partenaires de mise en oeuvre et du Secrétariat du PBF. Il se réunit sur une base trimestrielle pour évaluer le niveau d'exécution de la mise en oeuvre du projet, d'adresser les goulots d'étranglements constatés, faire des recommandations à l'équipe de gestion du projet et au Comité de Pilotage et suivre l'exécution desdites recommandations.

Un **comité de coordination** regroupant le coordonnateur du projet, le chargé du projet, le point focal du ministère lead (Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi) et le Secrétariat du PBF se tiendra mensuellement sous la responsabilité de Search For Common Ground. Cette instance permettra au groupe restreint de coordination du projet d'évaluer les progrès et de faire des propositions utiles pour corriger les faiblesses identifiées.

La **Primature**, avec l'appui technique du Secrétariat du Fonds de Consolidation de la Paix, participera au contrôle qualité de la mise en oeuvre du projet et au suivi-évaluation de celui-ci. Elle recommandera des orientations stratégiques au Comité de Pilotage et renforcera la coordination intergouvernementale des différents départements impliqués dans le projet.

Le **secrétariat PBF** sera impliqué dans la gestion, la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des interventions. Les documents de mise en oeuvre du projet (Plan de mise en

œuvre, plan de suivi et évaluation, plan intégré de communication, TDR des principales activités, rapports d'activités ...) seront partagés avec le secrétariat du PBF pour examen, validation et appui/conseils.

Formation initiale des partenaires d'implémentation

Cette première formation ciblera les équipes des leaders des 4 OSC de mise en œuvre ainsi que celle de Search et passera en revue les fondements de l'ACG, les procédures de suivi de Search et les méthodologies de mise en œuvre de l'initiative, de l'entrepreneuriat social pour la paix sensible au genre et aux personnes marginalisées. Cette première activité sera exécutée au début de l'initiative, et sera délivrée par l'équipe de Search et le partenaire Osez Innover, afin d'assurer la mise à niveau de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre et préparer les acteurs à la mise en œuvre aux activités.

Des sous-subsventions seront allouées aux 4 OSC de jeunes partenaires afin de les soutenir financièrement dans la mise en œuvre des activités de l'initiative. Search mettra en place un système de suivi afin d'assurer la bonne utilisation de ces fonds.

Exécution des activités

Les activités (formations, coaching, analyse participative) seront mises en œuvre par le personnel des partenaires de mise en œuvre, sous la coordination de l'équipe de Search, afin de donner le leadership aux OSC des jeunes. Pour ce faire, les partenaires seront formés pour renforcer leur expertise et leurs capacités techniques et professionnelles.

L'équipe Média (deux Producteurs et deux Techniciens TV et radio) sera en charge du développement, de la production et de la diffusion des produits de communication. Elle appuiera également les jeunes leaders via des formations techniques en média, s'ils le nécessitent durant leur coaching.

Search continuera de développer des partenariats avec les acteurs locaux, tels que les jeunes influenceurs du web et des médias et d'autres OSC expertes sur les problématiques de la jeunesse afin d'assurer le succès et l'impact du projet et acteurs privés. Ils formeront un réseau d'experts qui soutiendront de façon ad hoc, selon leurs domaines d'expertise, leurs compétences et leur pertinence pour les projets développés par les bénéficiaires.

Équipe support de Search

Le budget des ressources humaines de Search représente 19% du budget total.

Le **coordinateur du projet** spécialiste également des problématiques liées au genre. En plus de coordonner le projet et les partenaires, il sera chargé d'assurer le respect de la sensibilité au genre, de former et sensibiliser les partenaires et les bénéficiaires à cette problématique à travers le projet. Il sera appuyé par **4 Chefs de Zone**, réparti dans chaque région du pays, et qui assureront le suivi des activités à l'intérieur du pays. Leur rôle sera d'assurer la bonne conduite des activités, d'être les points focaux des partenaires de mises en œuvre et appuyer leur bonne coordination.

Un **Associé au Programme** sera le point focal entre Search et le PBF et assurera la qualité et la soumission des rapports de suivi du projet. Elle appuiera également les efforts de réflexion autour des résultats de l'initiative afin d'orienter l'adaptation de celle-ci.

L'équipe S&E assurera le suivi des résultats du projet global ainsi que celui des projets des jeunes leaders: sous la supervision du Coordinateur S&E, le Chargé S&E conduira les missions de suivi du projet, appuiera le Coordinateur pour les activités générales de S&E.

(développement des outils, recrutement des consultants, révision des évaluations, formation des bénéficiaires assurant le suivi des projets exécutés par les jeunes)

L'équipe administrative sera composée d'un **Chargé des finances du projet**, d'un **Manager Finance Pays**, d'un **Coordinateur Administratif** et d'un **Chauffeur** et d'un **Assistant de bureau**, pour assurer le suivi financier de l'initiative, et de toutes les activités de logistique et administratives. Le **Directeur Pays** quant à lui, assurera la supervision globale de l'équipe et apportera son soutien pour le développement du projet et les relations avec le bailleur et les partenaires institutionnels.

Une équipe d'experts techniques appuiera ponctuellement l'équipe pays sur place: un **Coordinateur Régional S&E** (qualité et appui technique pour l'apprentissage), un **Manager Régional des Programmes** (contrôle qualité), un **Expert Thématique Jeune**, un **Expert en TIC** et un **Expert en communication**, un **Contrôleur financier** (conformité aux procédures financières de Search et du bailleur) et un **Directeur régional** (orientations et décisions stratégiques) Cette équipe d'experts assurer le contrôle des processus, en appui au directeur pays. L'Expert Jeune en particulier assurer la bonne application de la méthodologie Youth 360, fournir un appui technique aux étapes clés et conseillera l'équipe et les partenaires de mise en oeuvre.

Search embauchera 5 personnes au début de l'initiative: le coordinateur du projet spécialiste genre, les 4 chefs de zone. Les chefs de zone et le coordinateur de projet seront budgétisés à 100% sur le projet étant donné le suivi renforcé qui sera nécessaire sur le terrain et pour assurer le monitoring des partenariats avec les 4 OSC jeunes, ainsi qu'avec les bénéficiaires de l'initiative. Cependant, Search pourra s'appuyer sur le staff existant pour lancer le projet.

Liste des TDR (annexes):

- Coordinateur du Projet Spécialiste Genre
- Chefs de Zone
- Associé au Programme
- Directeur Pays
- Chargé S&E
- Coordinateur DME
- Chargé des finances du projet
- Manager des finances pays
- Technicien TV
- Technicien audio
- Producteur TV et audio
- Coordinateur administration
- Expert Thématique Jeune

- e) **Gestion du risque** – identifier le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établir une liste des risques spécifiques en indiquant la manière dont ils seront mitigés, y compris l'approche proposée pour mettre à jour les risques et l'ajustement des activités du projet. Inclure le principe "ne pas nuire" et de mitigation des risques.

Le niveau du risque pour l'initiative est 1. Search inclue le principe « ne pas nuire » à tous les niveaux de ses activités, afin de prendre en compte tous les risques associés à la participation des bénéficiaires cibles à l'initiative, et prévoir des stratégies de prévention et d'atténuation

des risques. Cette approche est sensible au genre, et prend en compte une analyse spécifique basée sur la question du genre.

Risque	Probabilité	Gravité de l'impact	Stratégie d'atténuation
Tensions liées aux élections	Haut	Haut	Suivi des alertes d'information Adaptabilité des activités
Mobilisation des jeunes marginalisés (groupes informels, femmes...)	Moyen	Haut	Sensibilisation spécifique, information, utilisation des réseaux de femmes et des groupes informels
Stigmatisation des jeunes ciblés par le projet par le reste des communautés, et en particulier des jeunes femmes	Faible	Moyen	Sensibilisation et plaidoyer spécifique, information, utilisation des réseaux de femmes, communication externe
Mauvaise compréhension des jeunes leaders de la nature des projets à développer	Moyen	Haut	Formation, coaching, sensibilisation, information
Mauvaise gestion des fonds investis dans les partenaires de mises en oeuvre et les projets des jeunes bénéficiaires	Moyen	Haut	Formation, système de suivi financier et administratif, procédures et accords entre les parties
Capacités des partenaires de mise en oeuvre limitées dans certains domaines	Haut	Haut	Évaluation des capacités techniques et financières Programme de formation adapté tout au long de l'initiative
Manque de collaboration des autorités locales, des acteurs privés	Faible	Moyen	Sensibilisation, information, collaboration avec autorités nationales et bailleurs pour mobiliser les acteurs

- d) **Suivi / évaluation** – Quelle sera l'approche de suivi / évaluation du projet, y compris l'expertise en suivi / évaluation de l'équipe et les moyens et la chronologie pour l'analyse des données. Inclure le détail du budget alloué au suivi / évaluation, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et pour l'évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi / évaluation. Allouer au minimum

5 à 7% du budget du projet aux activités de suivi / évaluation, y compris les fonds adéquats.

- Le suivi continu:

Afin de s'assurer de la qualité du projet, chaque activité, leur mise en œuvre et performance, fera l'objet d'un suivi, détaillé ci-après. Des outils de suivi seront développés par le chargé de S&E attaché au projet et se baseront sur des indicateurs de performances d'activités qui visent à mesurer les changements escomptés. En outre, les indicateurs de base seront collectés par l'équipe S&E lors de l'analyse des conflits menée en début de projet. Ils permettront également de renseigner l'appréciation et la pertinence de chaque activité. Les partenaires de mise en œuvre du projet seront formés à l'utilisation de ces outils et à l'intégration du suivi sensible au genre afin de d'optimiser leur appropriation pour une utilisation rationnelle et optimale.

Des missions de suivi seront organisées par Search en collaboration avec les structures partenaires, permettant l'organisation de focus groupes et d'entretiens avec des informateurs clés en vue de recueillir les impressions des bénéficiaires sur les activités, mais également de mesurer les premiers effets produits par ces dernières. Elles permettront de réfléchir aux orientations stratégiques du projet à revoir dans la mise en œuvre, et de s'assurer de l'application de la méthodologie « Do no harm » et la sensibilité aux conflits et au genre de l'initiative. Partant des observations sur le terrain, les réactions des bénéficiaires sur les activités du projet et des effets induits ou non de celles-ci, les missions de suivi aboutiront à des sessions de réflexion semestrielles organisées par l'équipe de Suivi et Évaluation en collaboration avec les équipes de projet et les structures partenaires de mise en œuvre du projet, pour orienter la mise en œuvre des activités. Les visites de suivi permettront également aux équipes de Search et à ses partenaires, de récolter des témoignages et histoires de succès, qui permettront d'illustrer les changements avérés chez les bénéficiaires.

Aussi et pour s'assurer d'un suivi communautaire à la base, Search encouragera et soutiendra l'utilisation des Community Score Card pour mesurer le niveau d'intégration des jeunes dans les processus de consolidation de la paix dans leurs communautés, la pertinence des initiatives jeunes en matière de consolidation de la paix et le soutien apporté aux jeunes dans le processus de consolidation de la paix. Search appuiera les Structures partenaires locales à mettre en place des comités d'évaluation participative dans les zones du projet et formera les membres des comités d'évaluations participatives à l'utilisation des bulletins Score Card.

- Les enquêtes de perception:

Trois enquêtes seront menées en début, au milieu et en fin d'initiative afin de collecter des données et évaluer l'évolution de celles-ci et les effets de l'initiative.

L'enquête initiale, qui se déroulera durant l'analyse des conflits, permettra d'informer les indicateurs de base. Les autres enquêtes seront couplées aux activités de suivi. Il s'agit d'un suivi continu conduit par la même équipe et en utilisant la même méthodologie afin de permettre la comparaison entre les résultats. En associant ces enquêtes à d'autres activités, l'équipe réduira les coûts associés ainsi que les risques de confusion des communautés qui invitent ainsi d'être mises à contributions à plusieurs reprises par des équipes différentes pour des objectifs différents. Les résultats de l'enquête finale sera notamment évaluée par l'évaluation indépendante finale.

- L'évaluation:

Evaluation à mi-parcours

En vue de s'assurer que le projet est mis en oeuvre selon le plan d'action et pour apprendre de cette mise en oeuvre, une évaluation à mi-parcours du projet sera réalisée au cours du neuvième mois. Cette évaluation en plus de nous donner une vue à mi-parcours de l'évolution du projet, permettra de mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs initiaux du projet, mesurer les premiers résultats qui découlent des actions du projet et de voir s'il y a des facteurs qui affectent la mise en oeuvre des activités et comment Search et ses partenaires peuvent atténuer ces facteurs.

Les recommandations pour une prise de décisions stratégiques pour la suite du projet.

Evaluation finale

L'évaluation finale du projet sera réalisée dans les derniers mois de la mise en oeuvre du projet, afin d'évaluer la durabilité, pertinence, efficacité et impact du projet. Cette évaluation sera externe et permettra de mesurer les principaux résultats du projet en lien avec les indicateurs de base. Elle permettra aussi de mesurer l'impact et la durabilité du projet. La méthodologie de l'évaluation finale sera en ligne avec celle utilisée pour l'étude de base et sera développée par le ou la consultant(e) sélectionné(e) en étroite collaboration avec l'équipe Institutional Learning, les équipes de projet et les structures partenaires locales.

L'évaluation finale évaluera les résultats des études de perception pour mesurer la perception des bénéficiaires - en particulier les jeunes sur les actions du projet. Celle-ci portera sur la planification des activités, leur mise en oeuvre, la manière dont les jeunes ont été mobilisés et intégrés aux actions du projet. Elle permettra aussi de mesurer les premiers résultats qui découlent de la mise en oeuvre du projet et les leçons apprises de celle-ci afin d'informer les interventions futures de Search et des structures partenaires locales dans le domaine de l'implication des jeunes dans les processus de consolidation de la paix. Cette étude sera conduite par un consultant externe avec l'appui de l'équipe S&E de Search sur les aspects logistiques et pour assurer la qualité de l'évaluation et le respect des standards de Search et du PBF en matière d'évaluation.

Les leçons apprises et les recommandations seront partagées avec les parties prenantes clés lors de restitutions organisées par l'évaluateur avec le soutien de Search. Le rapport d'évaluation sera mis à la disposition du public sur le site web de Search, ainsi que sur la plateforme *DME for Peace*.

Search partagera les résultats de suivi et d'évaluation avec les participants du projet, les organisations locales de la société civile et les partenaires internationaux, notamment à travers le partage des résultats sur le site web de Search, afin que l'apprentissage et les recommandations clés de ce projet puissent guider l'engagement futur de tous. Les leçons apprises permettront aux équipes de Search et des structures partenaires locales, dans le cadre de leurs futures programmations, de concevoir des initiatives efficaces et durables, basées sur les bonnes pratiques et des techniques testées et adaptées. L'ensemble des outils, études, et analyses produits dans le cadre de l'initiative seront également partagés aux équipes du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations-Unies travers la soumission de rapports narratifs trimestriels, intermédiaires et finaux.

- c) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le projet assurera ce soutien de manière pro-active dès le début du projet. Le cas échéant, quel sont les liens avec des plateformes ou partenariats existants ?

L'objectif principal de l'initiative est d'accompagner les jeunes dans le développement de leurs projets pour la paix, et renforcer leurs capacités à développer leurs idées, à mobiliser des fonds et communiquer autour de leurs projets de façon autonome, grâce au support de leurs coachs et de leur mise en réseau avec les acteurs institutionnels, les autorités locales, les acteurs privés et les communautés via les plateformes de dialogue. Pour mesurer la durabilité des résultats de l'initiative globale, l'équipe se concentrera sur l'évaluation de:

- l'autonomie des jeunes groupes exécutant leurs projets (à continuer leur projet, à mobiliser des fonds, à communiquer et à renforcer le dialogue avec les autres acteurs)
- les effets de l'initiative sur les jeunes, les communautés et les autorités (approche people to people)
- les premiers effets des projets des jeunes
- la collaboration et le dialogue durable entre les jeunes et leurs coachs
- la durabilité du fonds d'incubation des projets des jeunes, selon la méthode décidée en collaboration avec les jeunes

À la fin du projet, il est attendu que ces résultats ne nécessitent pas de financement du PBF pour assurer leur pérennité, mais puisse cependant être soutenus par d'autres bailleurs, programmes de consolidation de la paix afin de les catalyser et de les répliquer.

Pour ce faire, les efforts durant l'exécution de l'initiative seront axés sur le développement des capacités des jeunes leaders leur permettant de tester et améliorer leurs compétences pratiques, et de les transférer à leurs pairs de manière continue tout au long du projet, de sorte à pouvoir agir de façon autonome et à mobiliser leurs pairs. Les activités viseront également à renforcer le dialogue et la collaboration avec les communautés, les autorités locales et nationales, les acteurs privés, les médias et les bailleurs, à travers des activités inclusives. Les liens étroits tissés par les parties prenantes dans le cadre des différentes activités et cadres d'échanges assureront la poursuite des partenariats au-delà de la durée du projet. Grâce à des collaborations entre les participants à l'initiative et les organismes gouvernementaux (nationaux et communautaires), ainsi qu'avec les partenaires internationaux engagés dans la thématique de la participation des jeunes dans les processus de consolidation de la paix, de nouvelles possibilités de collaboration pourront être amenées à s'ouvrir pour poursuivre l'engagement au-delà du projet, et assurer un soutien continu aux parties prenantes.

En outre, la programmation multimédia du projet aura un effet multiplicateur en atteignant un public plus large, au-delà des zones cibles du projet. En travaillant avec un réseau de radios communautaires pour diffuser des informations de qualité sur la participation des jeunes dans la consolidation de la paix en Guinée, le projet contribuera à durablement à réduire les rumeurs et à contrer la désinformation, qui alimentent les préjugés sur les capacités des jeunes à jouer un rôle important dans les processus de paix. Les produits médias développés durant l'initiative permettront à l'équipe du projet de partager les résultats obtenus au niveau local auprès d'autres communautés. Les médias constituent en effet un outil puissant pour transformer les connaissances, les attitudes et les comportements, permettant ainsi un impact durable de l'action.

Par ailleurs, les activités de suivi et d'évaluation de l'initiative globale, et des projets des jeunes, permettront de documenter les leçons apprises, les défis et les bonnes pratiques afin d'informer le processus de réflexion autour de la méthodologie Youth 360, et permettre ainsi l'adaptabilité de cette dernière en vue de la répliquer dans d'autres régions de la Guinée, de l'Afrique et du monde. Ce processus est particulièrement soutenu par les experts de la Child and Youth Unit de Search, les développeurs de la méthodologie, qui espèrent combiner les données de l'initiative "Foniké: entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée" (Guinée) à "Young Women as Drivers of Peace: Providing 360° Support to Emerging Women Leaders" (Sri Lanka), également soumis à PBF GYPI et testant également Youth 360.

IV. Budget du projet

À toutes fins utiles, veuillez fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money).

Indiquez clairement en combien de tranches le budget sera transféré et quelles sont les conditions pour le transfert de la deuxième tranche ou d'une tranche suivante. L'approche standard consiste en deux tranches pour les bénéficiaires de l'ONU et trois pour les bénéficiaires qui ne sont pas les agences de l'ONU. La deuxième tranche requiert que le projet ait dépensé ou engagé au moins 75% du budget de la tranche préalable et que les rapports PBF dus au cours de la période écoulée aient été soumis. Des tranches ou des conditions supplémentaires peuvent être ajoutées en fonction du contexte du projet, de la capacité de mise en œuvre et du niveau de risque.

Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Selon les conditions énoncées par UNPBF, le budget sera transféré selon 3 tranches de 35%, 35% et 30%.

Le personnel budgétisé pour l'initiative représente 23% du budget total. Comme indiqué dans la section "Gestion du projet et coordination", l'équipe est composée d'un noyau programmatique et d'une équipe support qui apportera un soutien technique sur place, en Guinée. Le budget alloué au personnel s'explique par le besoin d'un système de suivi programmatique, financier, et de S&E robuste étant donné la grande autonomie donnée aux jeunes bénéficiaires et aux OSC de jeunes partenaires de mise en œuvre, ainsi qu'aux implications financières liées à l'investissement dans les projets des jeunes.

Search met en œuvre des projets visant à modifier les normes, attitudes et comportements sociaux. Ces objectifs nécessitent donc de collaborer avec des acteurs variés et implique donc une approche nécessitant de nombreuses ressources humaines. Notre staff contribue directement au succès des activités et des processus qualitatifs que nous mettons en œuvre (former les jeunes, créer des espaces de dialogue et les animer, accompagner le plaidoyer et les jeunes dans le développement et la mise en œuvre de leurs projets, productions médias...).

Support des experts thématiques (jeunes, IT, communication):

L'expert Jeune, du Children and Youth Unit de Search, fournira un appui technique pour garantir une participation de qualité des jeunes à l'initiative et pour soutenir l'apprentissage basé sur les preuves. L'expert offrira une formation sur la méthodologie Youth 360 au personnel clé de l'initiative, soutiendra la conception des activités, l'apprentissage et la réflexion. Il veillera à ce que cette initiative pilote novatrice permette d'acquérir des connaissances et des bonnes pratiques sur la manière dont la communauté internationale collabore avec les jeunes dans le contexte de la consolidation de la paix. La Child and Youth Unit de Search a mené de nombreuses initiatives pour renforcer la participation des jeunes dans la consolidation de la paix. L'Unité co-préside également la *Global Coalition on Youth, Peace and Security* avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et les *United Network of Young Peacebuilders*.

Les experts communication et IT permettront de soutenir le volet informatique et communication (en ligne et traditionnelle), qui sont deux éléments centraux de l'initiative, à la fois par du conseil et des actions techniques directes. Compte tenu des investissements en hausse dans le domaine des TIC, et de l'utilisation importante de ces outils par les jeunes, il est important pour l'initiative d'assurer un système de suivi et de soutien adéquat.

Support ILT:

ILT fournira un soutien technique pour la conception du plan de Suivi & Évaluation du projet, des outils et de la méthodologie. Le West Africa DME Coordinator (basé en Guinée) guidera l'équipe S&E et programme dans les phases de préparation et de conduite de toutes les activités S&E du projet. Il veillera à l'aspect qualitatif de tous les documents en lien avec l'apprentissage sur le projet, le respect des protocoles et standards de S&E, tandis que l'experte Régionale en Suivi et Évaluation pour l'Afrique de l'Ouest veillera au respect des normes et standards de l'OSCE en matière de suivi et évaluation des projets.

Support programme et contrôle financier régional: Ces coûts couvrent l'implication directe du des experts régionaux aux activités du projet en Guinée, c'est à dire la supervision et l'appui sur place de l'équipe régionale pour cette initiative. L'équipe régionale est dirigée par le directeur régional, et est composée d'un manager de programme régional et d'un contrôleur des finances régional. Cette équipe veille au respect de toutes les règles et réglementations des donateurs, tout en supervisant la qualité du programme, le renforcement des capacités du personnel, l'encadrement et la recherche de solutions aux défis qui surviendront.

Les coûts liés à la logistique (voyage, logement, per diem...) ont été calculé selon le temps réel du staff en Guinée, notamment en ce qui concerne les experts régionaux et internationaux qui apporteront leur soutien durant des périodes charnières du projet. Ainsi, plusieurs missions ont été budgétisées pour les experts communication, IT, financiers et programmatiques afin qu'ils apportent leur soutien direct aux jeunes qui bénéficieront de l'initiative, ainsi qu'à l'équipe d'exécution de cette dernière.

JG

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially close a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters;
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://umpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (NOTE: If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (NOTE: If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project²⁴
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTFO for the PBF grant.

²⁴ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Indicateurs	Moyens de vérification	Étapes
<p>Résultat 1: La réduction des conflits socio-politiques est effective dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes</p> <p>(Cibles) ODD auxquels le projet contribue</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue (Examen))</p>	<p>Indicateur 1 a # de conflits résolus par les jeunes dans les communautés (désagrége par localité et type de conflit)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible à déterminer</p> <p>Indicateur 1 b % des répondants dans les communautés qui déclarent que les conflits socio-politiques ont diminué dans leurs communautés (désagrége par localité, sexe et âge)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 50 % des répondants</p> <p>Indicateur 1c % des répondants qui déclarent que l'implication des jeunes hommes et jeunes femmes a contribué cette réduction des conflits socio-politiques est dans les communautés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 75% des répondants</p>	<p>Enquêtes de perception, Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Enquêtes de perception, Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestre 1, 2 et 3</p> <p>Semestre 1, 2 et 3</p>
<p>Produit 1.1:</p> <p>Liste des activités relevant du produit</p>	<p>Indicateur 1.1.1</p> <p>Indicateur 1.1.2</p> <p>Niveau de référence: Cible</p> <p>Indicateur 1.1.3</p> <p>Niveau de référence: Cible</p>		
<p>Produit 1.2: Les jeunes des OGD partenaires sont capables en techniques de médiation des conflits et d'analyse des conflits sensibles au genre et produisent un rapport d'analyse des conflits.</p>	<p>Indicateur 1.2.1a % des jeunes formés en analyse des conflits qui déclarent qu'ils ont été suffisamment outillés dans la réalisation d'une analyse des conflits.</p> <p>Niveau de référence: 0</p>	<p>Fiches de l'évaluation de l'activité, Rapports périodiques, Rapports de formations, Rapports de missions de suivi</p>	<p>Semestre 1, 2 et 3</p>

<p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A1.3.1: Formation des partenaires de mise en œuvre sur les techniques de collecte de données et d'analyse des conflits sensibles au genre.</p>	<p>Code: 8554</p> <p>Indicateur 1.3.1b: # d'activités clés (mises en partenariat, autorités locales, PDR) qui attestent de l'importance et de la pertinence du aspect d'analyse des conflits produit par les jeunes.</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 7</p>	<p>Évaluation à mi-parcours et finale</p>	
<p>A1.3.2: Identification et mobilisation des 270 jeunes bénéficiaires de l'intiative et de l'analyse.</p> <p>A1.3.3: Collecte des données et création d'un rapport d'analyse en collaboration avec les jeunes.</p> <p>A1.3.4: Atelier de validation du rapport d'analyse en présence des ministères partenaires, PDR et autorités locales.</p> <p>Produit 1.3: Les jeunes sont informés du Concours et préparés pour y participer.</p>	<p>Indicateur 1.3.1: % des jeunes qui estiment être assez informés et préparés au Concours.</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 65%</p>	<p>Enquête de perception. Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Sensibilisation 1.3 et 1.1</p>
<p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A1.3.1: Création et administration d'une plateforme de communication des jeunes leaders.</p> <p>A1.3.2: Formation des formateurs (pour la prestation au concours).</p> <p>A1.3.3: Ateliers de préparation au Concours pour l'entrepreneuriat.</p>	<p>Indicateur 1.3.2: Niveau de référence Cible</p> <p>Indicateur 1.3.3: Niveau de référence Cible</p>		

<p>Résultat 2: La cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet est améliorée par l'engagement des jeunes leaders</p> <p>(Cibler) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant</p> <p>(Reconnaissances de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>	<p>Social des jeunes pour la paix (thème indicatif)</p>	<p>Indicateur 2.1 : % des répondants qui attestent une amélioration de la cohésion sociale au sein de leurs communautés (désigné en genre, âge, et locale)</p> <p>Niveau de référence 0 Cible: 60%</p> <p>Indicateur 2.2 : % des répondants qui attestent que le leadership et l'engagement des jeunes leaders ont contribué à cette amélioration (désigné en genre, âge, secteur d'activité et locale)</p> <p>Niveau de référence 0 Cible: 50%</p> <p>Indicateur 2.3 : % des répondants qui attestent une meilleure inclusion, engagement et participation des jeunes leaders dans les initiatives de renforcement de la cohésion sociale</p> <p>Niveau de référence 0 Cible: 40%</p>	<p>Erreurs de perception, Analyses de suivi, Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Erreurs de perception, Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Erreurs de perception, Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestres 1, 2 et 3</p> <p>Semestres 1, 2 et 3</p> <p>Semestres 1, 2 et 3</p>
<p>Produit 2.1: Le fonds d'accrochage permet la pérennisation des initiatives jeunes dans les efforts de consolidation de la paix</p> <p>Liste des activités relevant du produit</p> <p>A2.1.1 Mise en place d'un comité de réflexion pour le plaider du Fonds d'incubation auprès des acteurs pertinents</p>	<p>Indicateur 2.1.1 : # d'acteurs pertinents qui déclarent avoir participé à des rencontres pour la pérennisation du Fonds</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 1 ou 2 personnes par structure pertinente</p> <p>Indicateur 2.1.2 : # d'acteurs ayant participé à ces rencontres qui considèrent l'importance de la pérennisation du Fonds</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 1 ou 2 personnes par structure pertinente</p> <p>Indicateur 2.1.3 : # de jeunes qui déclarent avoir été consultés sur la pérennisation du Fonds d'incubation</p>	<p>Erreurs de perception, Liste de participants et rapports d'activités</p> <p>Erreurs de perception, Liste de participants et rapports d'activités</p> <p>Erreurs de perception, Liste de participants et rapports d'activités</p>	<p>Semestre 2 et 3</p> <p>Semestre 2 et 3</p> <p>Semestres 2 et 3</p>	

<p>Produit 2.2 Des projets pour la paix sont développés par les jeunes</p> <p>Liste des activités relevant du produit</p> <p>A2.2.1: Atelier d'élaboration des lettres de référence du "Concours Youth 360 pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix"</p> <p>A2.2.2: Phase 1 du Concours: sélection des communautés sur les réseaux sociaux</p> <p>A2.2.3: Phase 2 du Concours: comité de sélection</p> <p>Produit 2.3</p> <p>Les jeunes leaders gagnants du Concours sont formés et coachés en entrepreneuriat social pour la paix et en développement de projet.</p> <p>Liste des activités relevant du produit</p> <p>A2.3.1: Sélection des coachs des jeunes et formation des coachs et des formateurs</p> <p>A2.3.2: Formation en entrepreneuriat social pour la paix</p> <p>A2.3.3: Coaching pour le développement des projets (classes coaching pré-financement)</p>	<p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible: 1-2 jeunes par structure partenaire</p> <p>Indicateur 2.2.1</p> <p>% de femmes issues parmi des groupes</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 30%</p> <p>Indicateur 2.2.2</p> <p>% de jeunes de déclarant informés du Concours et suffisamment outillés pour y participer.</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 65%</p> <p>Indicateur 2.2.3</p> <p># de projets développés par les jeunes qui sont secondés au genre</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 8</p>	<p>Messure de suivi: évaluation, Propositions des projets, Rapports périodiques, Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Messure de suivi: évaluation, Propositions des projets, Rapports périodiques, Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Messure de suivi: évaluation, Propositions des projets, Rapports périodiques, Evaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestre 2 et 3</p> <p>Semestre 2 et 3</p> <p>Semestre 2 et 3</p>
<p>Produit 2.4: Les projets des groupes de jeunes leaders gagnants du Concours sont mis en œuvre par les jeunes</p>	<p>Indicateur 2.4.1</p> <p>% des membres des groupes de jeunes leaders qui déclarent que le coaching leur a été adapté et leur a permis de réaliser le développement de</p>	<p>Fiche d'évaluation de l'activité, Pré et Post test, Messure de suivi, Etude</p>	<p>Semestre 1, 2 et 3</p>

<p>Requisit 3. Les décideurs et les contributeurs ont une meilleure compréhension du rôle attendu des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits.</p> <p>(Cibler(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p>	<p>Liste des activités relevant du projet.</p> <p>A2.4.1. Coaching pour l'accompagnement à la mise en œuvre des projets (phases post-financement)</p>	<p>Tous projets désignés en genre, âge et localité)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 65%</p> <p>Indicateur 2.4.2 % d'adoption de connaissances et compétences chez les jeunes leaders membres des jeunes garçons en entrepreneuriat social pour la paix et développement de projet. Niveau de référence: 0 Cible: 30%</p> <p>Indicateur 2.4.3 # de projets financés mis en œuvre par les groupes de jeunes. Niveau de référence: 0 Cible: 16</p> <p>Indicateur 2.4.4 % des membres des groupes de jeunes qui déclarent que le coaching leur a permis de mettre en œuvre leur projet (désigné en genre, âge et localité). Niveau de référence: 0 Cible: 65%</p> <p>Indicateur 3.4 % des décideurs et des leaders communautaires qui déclarent qu'ils ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes hommes et jeunes femmes dans les efforts de conception de la cohésion sociale (Désigné par localité, type de décideur, sexe et âge). Niveau de référence: 0 Cible: 60%</p>	<p>de base. Évaluation à mi-parcours et finale. MOU signés. Plan d'action des projets de jeunes.</p> <p>Fiche d'évaluation de l'activité. Pré et Post test. Missions de suivi. Étude de base. Évaluation à mi-parcours et finale. MOU signés. Plan d'action des projets de jeunes.</p>	<p>Semestre 1, 2 et 3</p> <p>Semestre 1, 2 et 3</p> <p>Semestre 1, 2 et 3</p> <p>Enquêtes de perception. Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Semestre 1, 2 et 3</p>
--	---	---	--	---

(Recommandations de l'Examen
périodique universel des droits de
l'homme auxquelles le projet contribue,
le cas échéant, et l'année de
l'Examen)

Produit 3.2	<p>Indicateur 3.1</p> <p>Les décideurs et communautés ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix</p> <p>Liste des activités qui appartiennent au produit</p> <p>A.1.1.1 Organisation des "Youth 360" talks</p> <p>A.1.2 Productions médias</p>	<p>Indicateur 3.1</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: au 3 décisions locales et 2 leaders communautaires</p>	<p>Enquêtes de perception, Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Semestre 1, 2 et 3</p>
Produit 3.2	<p>Indicateur 3.1.1</p> <p># de jeunes mis en contact avec des acteurs clés (décideurs locaux, acteurs privés, bailleurs)</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: à déterminer en fonction des groupes des jeunes sélectionnés après le concours, 50-240</p>	<p>Enquêtes de perception, Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Semestre 2 et 3</p>	
Produit 3.2	<p>Indicateur 3.1.2</p> <p>% des répondants dans les communautés qui affirment que les Youth 360 talks menés par les jeunes aident que les productions médias leur ont permis d'avoir une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix.</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 65%</p>	<p>Missions de suivi, Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Semestre 2 et 3</p>	
Produit 3.2	<p>Indicateur 1.1.3</p> <p>Niveau de référence CDE</p>		
Produit 3.2	<p>Indicateur 3.2.1</p>		

(Objectifs ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) (Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'E.S. 2019)	Liste des activités relevant du projet	Niveau de référence Cible Indicateur 3.2.2 Niveau de référence Cible Indicateur 3.2.3 Niveau de référence Cible			
	Produit 3.3 Liste des activités relevant du produit	Niveau de référence Cible Niveau de référence Cible Indicateur 3.3.1 Niveau de référence Cible Indicateur 3.3.2 Niveau de référence Cible Indicateur 3.3.3 Niveau de référence Cible			
Indicateur 4 Niveau de référence Cible Indicateur 4.a Niveau de référence Cible Indicateur 4.b Niveau de référence Cible Indicateur 4.c Niveau de référence Cible					



Produit 4.1	Liste des activités relevant du produit	Indicateur 4.1.1		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.1.2		
Produit 4.2	Liste des activités relevant du produit	Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.2.1		
		Niveau de référence Cible		
Produit 4.3	Liste des activités relevant du produit	Indicateur 4.2.2		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.3.1		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.3.2		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.3.3		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.3.3		
		Niveau de référence Cible		
		Indicateur 4.3.3		
		Niveau de référence Cible		

Annex C : Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ? Veuillez attacher	X		5 staffs devront être embauchés (voir section "coordination du projet"). Le reste du staff est déjà opérationnel
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ? Veuillez expliquer quand cela a été fait ou quand ce sera fait	X		Consultations des jeunes via des formulaires en ligne et dans les préfectures ciblées, Ateliers de travail avec les 4 OSC jeunes, les 2 ministères et le Secrétariat du PBF. Réunions passées : Consultations des jeunes via des formulaires en ligne du 02/09/2019 jusqu'au 09/08/2019 et dans les localités ciblées, Ateliers de travail avec les 4 OSC jeunes, les 2 ministères et le Secrétariat du PBF le 31/07/2019, 07/08/2019, 14/08/2019, 03/09/2019, Entretiens d'évaluation des capacités des OSC le 20/08/2019, le 21/08/2019 et le 22/08/2019.
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	X		Via des consultations avec le PBF, les OSC des jeunes, les acteurs impliqués dans les projets similaires et l'utilisation de la documentation des projets similaires.
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		

<p>7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?</p>	<p>X</p>	<p>Lors des sessions de travail avec Search, les OSC partenaires, le Secrétariat du PBF en Guinée et les ministères partenaires, les partenaires se sont accordés sur la collaboration nécessaire à la bonne réalisation du projet. La désignation officielle de points focaux par les 2 ministères partenaires et la signature du procès-verbal par la partie nationale assurera cette coopération, qui se traduira par la tenue régulière des comités de pilotage et technique, et la participation des autorités nationales aux activités clés.</p>
<p>8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?</p>	<p>X</p>	<p>Une formation de l'ensemble des partenaires de mises en œuvre, y compris le staff de Search sera organisée en début d'initiative afin d'assurer la mise à niveau de ceux-ci pour la stratégie de mise en œuvre ainsi que les procédures et protocoles de mise-évaluation, financier et programmatique.</p> <p>Une compréhension commune de la stratégie d'exécution des activités a été développée en partenariat avec les OSC partenaires de mise en œuvre. Elle sera révisée et adaptée au besoin en début de projet.</p>
<p>9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?</p>	<p>N/A</p>	<p>Search devra embaucher 5 nouveaux staff (coordinateur du projet, 4 chefs de zone) en début de projet. Le processus de recrutement devrait prendre approximativement 45 jours. Cependant, il pourra être lancé en amont de la décision finale du PBF afin de gagner du temps, en indiquant que les postes seront confirmés si le financement l'est également.</p>

6/8/11

Annexe D - Budget du projet PBF

Veuillez imprimer les PBF

Instructions:

1. Ne remplissez que les cellules blanches. Les cellules grises sont verrouillées et / ou contiennent des formules de feuille de calcul.
2. Remplissez les feuilles 1 et 2.
3. Premièrement, préparez un budget organisé par activité / produit / résultat dans la feuille 1. (Les montants des activités peuvent être estimations indicatives.)
4. Assurez-vous d'inclure % en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (GSWF).
5. Utilisez pas les feuilles 4 ou 5, qui sont destinées au MPTI et au PBDO.
6. Laissez en blanc toutes les organisations / résultats / réalisations / activités qui ne sont pas révisés. Ne PAS supprimer les cellules.

Tableau 1 - Budget du projet PBF par résultat, produit et activité

Montants de résultat / produit	Présentation de résultat / produit / activité	Organisation (Budget en USD)	Preuve de l'activité / produit / résultat / réalisation / activité (Budget)	Preuve de l'activité / produit / résultat / réalisation / activité (Budget)	Pourcentage de budget affecté à chaque produit / activité / résultat / réalisation / activité (Budget)	Notes: vérifiez la véracité de tous les montants indiqués et les unités.
				Total		
PROJET 1)	La colonne des cellules grisées indique affective dans les colonnes blanches par le projet global. Les colonnes des produits, Activités et Résultats					
Produit 1.1	Des réalisations / produits / résultats de base de projet, sans leur processus interne ou plan					
Produit 1.1.1	Preuve de l'activité / produit / résultat / réalisation / activité (Budget en USD) (Budget en USD)					
Produit 1.1.1.1	2	100.000.00	5	100.000.00	70%	1. Montants en mille et de base USD 2. Services contractuels 10000 3. Frais de déplacement 12000 4. Travaux et équipements 12000 5. Tous les autres de l'autonomisation des femmes 12000
C. Tous les autres de l'autonomisation des femmes 12000						

Article	Description	Quantité	Unité	Montant (€)	Taux (%)	Montant (€)	Détails
Total pour l'article 1.1							
Montant net (hors TVA) pour les articles et fournitures de service, des fournitures pour l'équipement, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	95.150,00	0%	95.150,00	
Total pour l'article 1.2							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	11.000,00	0%	11.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.3							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	3.000,00	0%	3.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.4							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	8.000,00	0%	8.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.5							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	1.000,00	0%	1.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.6							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	900,00	0%	900,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.7							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	8.000,00	0%	8.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.8							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	11.000,00	0%	11.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.9							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	11.000,00	0%	11.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)
Total pour l'article 1.10							
Fourniture de consommables de base et autres fournitures de bureau, des fournitures de bureau, des fournitures de bureau		1	€	11.000,00	0%	11.000,00	<ul style="list-style-type: none"> 1. Fournitures de bureau de base (2400) 2. Services informatiques (2000) 3. Frais de déplacement (2000) 4. Frais de fourniture de bureau (2000)

96.0000.2.2.3	Clarencia para o desenvolvimento de projetos (Clarencia para desenvolvimento)	0	63.216,67	0	63.216,67	70%	<p>1. Personal e outros despesas 22218.07 (Pessoa Física Imposto)</p> <p>2. Honorários e serviços de banco 33200</p> <p>4. Serviços contábeis 52000</p> <p>5. Tributos e contribuições 52000</p> <p>7. Materiais de consumo 52000</p>
96.0000.2.4.4							
96.0000.2.4.5							
96.0000.2.4.6							
96.0000.2.4.7							
96.0000.2.4.8							
96.0000.2.4.9							
96.0000.2.4.10							
96.0000.2.4.11							
96.0000.2.4.12							
96.0000.2.4.13							
96.0000.2.4.14							
96.0000.2.4.15							
96.0000.2.4.16							
96.0000.2.4.17							
96.0000.2.4.18							
	Total para anexo 2.4	0	64.216,67	0	64.216,67	70%	
96.0000.2.4.1	Clarencia para o desenvolvimento de projetos (Clarencia para desenvolvimento)	0	64.216,67	0	64.216,67	70%	<p>1. Personal e outros despesas 22218.07 (Pessoa Física Imposto)</p> <p>2. Honorários e serviços de banco 33200</p> <p>4. Serviços contábeis 52000</p> <p>5. Tributos e contribuições 52000</p> <p>7. Materiais de consumo 52000</p>
96.0000.2.4.2							
96.0000.2.4.3							
96.0000.2.4.4							
96.0000.2.4.5							
96.0000.2.4.6							
96.0000.2.4.7							
96.0000.2.4.8							
	Total para anexo 2.4	0	64.216,67	0	64.216,67	70%	
96.0000.2.5	Despesas com a administração do órgão (Despesas com a administração do órgão)	0	0	0	0		
96.0000.2.5.1							
96.0000.2.5.2							
96.0000.2.5.3							
96.0000.2.5.4							
96.0000.2.5.5							
96.0000.2.5.6							
96.0000.2.5.7							
96.0000.2.5.8							
96.0000.2.5.9							
96.0000.2.5.10							
96.0000.2.5.11							
96.0000.2.5.12							
96.0000.2.5.13							
96.0000.2.5.14							
96.0000.2.5.15							
96.0000.2.5.16							
96.0000.2.5.17							
96.0000.2.5.18							
96.0000.2.5.19							
96.0000.2.5.20							
96.0000.2.5.21							
96.0000.2.5.22							
96.0000.2.5.23							
96.0000.2.5.24							
96.0000.2.5.25							
96.0000.2.5.26							
96.0000.2.5.27							
96.0000.2.5.28							
96.0000.2.5.29							
96.0000.2.5.30							
96.0000.2.5.31							
96.0000.2.5.32							
96.0000.2.5.33							
96.0000.2.5.34							
96.0000.2.5.35							
96.0000.2.5.36							
96.0000.2.5.37							
96.0000.2.5.38							
96.0000.2.5.39							
96.0000.2.5.40							
96.0000.2.5.41							
96.0000.2.5.42							
96.0000.2.5.43							
96.0000.2.5.44							
96.0000.2.5.45							
96.0000.2.5.46							
96.0000.2.5.47							
96.0000.2.5.48							
96.0000.2.5.49							
96.0000.2.5.50							
96.0000.2.5.51							
96.0000.2.5.52							
96.0000.2.5.53							
96.0000.2.5.54							
96.0000.2.5.55							
96.0000.2.5.56							
96.0000.2.5.57							
96.0000.2.5.58							
96.0000.2.5.59							
96.0000.2.5.60							
96.0000.2.5.61							
96.0000.2.5.62							
96.0000.2.5.63							
96.0000.2.5.64							
96.0000.2.5.65							
96.0000.2.5.66							
96.0000.2.5.67							
96.0000.2.5.68							
96.0000.2.5.69							
96.0000.2.5.70							
96.0000.2.5.71							
96.0000.2.5.72							
96.0000.2.5.73							
96.0000.2.5.74							
96.0000.2.5.75							
96.0000.2.5.76							
96.0000.2.5.77							
96.0000.2.5.78							
96.0000.2.5.79							
96.0000.2.5.80							
96.0000.2.5.81							
96.0000.2.5.82							
96.0000.2.5.83							
96.0000.2.5.84							
96.0000.2.5.85							
96.0000.2.5.86							
96.0000.2.5.87							
96.0000.2.5.88							
96.0000.2.5.89							
96.0000.2.5.90							
96.0000.2.5.91							
96.0000.2.5.92							
96.0000.2.5.93							
96.0000.2.5.94							
96.0000.2.5.95							
96.0000.2.5.96							
96.0000.2.5.97							
96.0000.2.5.98							
96.0000.2.5.99							
96.0000.2.5.100							

Code	Description	Montant	Total																		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11								
001	001-001-001-001-001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	001	
Grand Total																					

1. Personnel et services	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	275,316.88	
2. Matériel et matériel	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	205,812.70	
3. Travaux et projets	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	85,249.88	
4. Autres dépenses	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	35,280.55	
Total	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91	601,660.91

Description	Organisations			Projets			Total
	1	2	3	4	5	6	
Totaux							
Total Budgetaire des projets	1	3,451,888.27	7	0	0	0	3,451,888.27

Credito Inicial (Phd)	\$	40.000,00	\$	-	\$	-	\$	-	40.000,00
Total	\$	3.000.000,00	\$	-	\$	-	\$	-	3.000.000,00

Marmonis dos Investimentos e Participações

	Orçamento reaprovado	Receita Realizada (Despesa) (Despesa)	Exerc.	Saldo em Favor D.	
Previdência Social	\$	10.000,00	\$	-	10%
Outras despesas	\$	10.000,00	\$	-	20%
Total	\$	20.000,00	\$	-	15%

Saldo em Favor	\$	20.000,00
Total em Favor	\$	20.000,00
Saldo em Desfavor	\$	0,00
Total em Desfavor	\$	0,00

Este é o balanço de contas a pagar e receber em favor do D. em 31/12/2015. Este balanço não representa o balanço de contas a pagar e receber em favor do D. em 31/12/2015.

Annexe D - Budget du projet

Instructions :

1. Divisez le total de chaque budget entre les catégories de budget des Nations Unies concernées.
2. A titre de référence, les totaux des produits ont été transférés du tableau 1.
3. Les totaux des produits doivent correspondre et seront sinon affichés en rouge.

Tableau 2 - Répartition des produits par catégories de budget de l'ONU

		Organisation récipiendaire
RESULTAT 1		
Produit 1.1		
Total pour produit 1.1 (du tableau 1)		\$ 395,350.00
1.	Personnel et autres employés	
2.	Fournitures, produits de base, matériels	4,000.00
3.	Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	
4.	Services contractuels	8,000.00
5.	Frais de déplacement	2,000.00
6.	Transferts et subventions aux homologues	195,000.00
7.	Frais généraux de fonctionnement et autres coûts divers	4,550.00
Total		\$ 395,350.00
Produit 1.2		
Total pour produit 1.2 (du tableau 1)		\$ 27,600.00
1.	Personnel et autres employés	
2.	Fournitures, produits de base, matériels	1,000.00
3.	Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	
4.	Services contractuels	15,600.00
5.	Frais de déplacement	5,000.00

5. Transferts et subventions aux bénéficiaires		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	5	5,000.00
Total	5	27,400.00

Produit 1.3		
Total pour produit 1.3 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	5	65,320.00
2. Fournitures, produits de base, matériels	5	800.00
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	5	5,000.00
4. Services contractuels		
5. Frais de logement	5	20,000.00
6. Transferts et subventions aux bénéficiaires	5	11,540.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	5	
Total	5	101,000.00
	5	65,520.00

Produit 1.4		
Total pour produit 1.4 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	5	-
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)		
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement		
6. Transferts et subventions aux bénéficiaires		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs		
Total	5	

RESULTAT 2		
Produit 2.3		
Total pour produit 2.1 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	5	1,000.00
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)		
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement		
6. Transferts et subventions aux bénéficiaires		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	5	1,800.00
Total	5	2,800.00

Produit 2.2	
Total pour produit 2.2 (du tableau 1)	\$ 24,700.00
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériaux	
3. Transport, véhicules et mobilier (compte tenu de la	8,057.199
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	15,000.00
6. Contributions et versements aux organismes	5,642.80
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Total	24,700.00

Produit 2.3	
Total pour produit 2.3 (du tableau 1)	\$ 118,216.67
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériaux	2,216.67
3. Transport, véhicules et mobilier (compte tenu de la	34,000.00
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	50,000.00
6. Contributions et versements aux organismes	37,000.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Total	118,216.67

Produit 2.8	
Total pour produit 2.4 (du tableau 1)	\$ 84,216.67
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériaux	2,216.67
3. Transport, véhicules et mobilier (compte tenu de la	4,530.00
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	2,500.00
6. Contributions et versements aux organismes	2,000.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	70,000.00
Total	84,216.67

RESULTAT 3	
Total pour produit 3.1 (du tableau 1)	\$ 92,519.64
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériaux	21,918.38
3. Transport, véhicules et mobilier (compte tenu de la	7,000.00
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	12,000.00
6. Contributions et versements aux organismes	8,000.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	3,600.00

Total	\$	52 534,64
Produit 3.2		
Total pour produit 3.2 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	\$	44 000,00
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$	4 100,00
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement	\$	12 000,00
6. Transferts et subventions aux homologues	\$	25 000,00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs		
Total	\$	3 000,00
Total	\$	44 000,00

Produit 3.1		
Total pour produit 3.1 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	\$	-
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)		
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement		
6. Transferts et subventions aux homologues		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs		
Total	\$	-

Produit 3.4		
Total pour produit 3.4 (du tableau 2)		
1. Personnel et autres employés	\$	-
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)		
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement		
6. Transferts et subventions aux homologues		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs		
Total	\$	-

RESULTAT 4		
Produit 4.1		
Total pour produit 4.1 (du tableau 1)		
1. Personnel et autres employés	\$	-
2. Fournitures, produits de base, matériels		
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)		
4. Services contractuels		
5. Frais de déplacement		

1. Transports et subventions aux homologues	
2. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	
Total	\$

Produit 4.2	
Total pour produit 4.2 (du tableau 1)	\$
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériels	
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	
6. Transports et subventions aux homologues	
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	
Total	\$

Produit 4.3	
Total pour produit 4.3 (du tableau 1)	\$
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériels	
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	
6. Transports et subventions aux homologues	
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	
Total	\$

Produit 4.4	
Total pour produit 4.4 (du tableau 1)	\$
1. Personnel et autres employés	
2. Fournitures, produits de base, matériels	
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	
4. Services contractuels	
5. Frais de déplacement	
6. Transports et subventions aux homologues	
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	
Total	\$

Coûts supplémentaires	
Total des coûts supplémentaires (du tableau 1)	\$
1. Personnel et autres employés	\$ 597 949,23
2. Fournitures, produits de base, matériels	300 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la	20 000,00
4. Services contractuels	41 400,00
5. Frais de déplacement	89 221,70
6. Transports et subventions aux homologues	113 843,50
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts	80 633,87
Total	\$ 997 949,23

Totaux		Organismes recipients
1. Personnel et autres employés	\$	347,916.13
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$	64,200.00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$	81,400.00
4. Services contractuels	\$	212,327.71
5. Frais de déplacement	\$	220,280.50
6. Transferts et subventions aux homologues	\$	418,600.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$	77,635.07
Sous-budget total (du budget)	\$	1,401,869.21
Coûts indirects (7%)	\$	98,130.84
TOTAL	\$	1,500,000

For MPTFO Use

Totals		Recipient Organization	\$	-
Totals		Recipient Organization	\$	347,416.13
1. Staff and other personnel			\$	64,200.00
2. Supplies, Commodities, Materials			\$	43,400.00
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)			\$	212,327.71
4. Contractual services			\$	220,289.50
5. Travel			\$	436,600.00
6. Transfers and Grants to Counterparts			\$	77,635.87
7. General Operating and other Costs			\$	1,401,869.21
Sub-total			\$	98,130.84
7% Indirect Costs			\$	1,500,000.05
Total			\$	

Performance-Based Tranche Breakdown		Recipient Organization	Tranche %
First Tranche:	\$	525,000.02	35%
Second Tranche:	\$	525,000.02	35%
Third Tranche:	\$	450,000.01	30%